



PROJET DE DÉVELOPPEMENT TCHAD/CAMEROUN

MISE A JOUR DU PROJET NO 31

RAPPORT SEMI-ANNUEL 2011

Projet d'Exportation Tchadien

Mise a jour du Projet No 31 Rapport semi-annuel 2011

Ce rapport a été préparé par Esso Exploration and Production
Chad Inc., en sa qualité d'Opérateur du Consortium et de
Société de gestion du Projet pour le compte de la Tchad Oil
Transportation Company S.A. (TOTCO) et de la Cameroon Oil
Transportation Company S.A. (COTCO).

Préface

Cette mise à jour représente le trente unième rapport du Projet d'Exportation Tchadien (ou Projet de Développement Tchad/Cameroun) et couvre la période allant de juin à décembre 2011. Ce rapport qui reflète les activités de la société d'exploitation du Projet et de ses sous-traitants principaux est axé plus particulièrement sur le respect de la conformité au Plan de Gestion de l'Environnement. Plusieurs entités se partagent la responsabilité de la mise en œuvre du Projet.

- Au Tchad, Esso Exploration et Production Chad Inc. (EEPCI) dirige le développement et la production des champs pétroliers pour le compte du Consortium (Esso, Petronas, Chevron).
- Au Tchad, la Tchad Oil Transportation Company S.A. (TOTCO) dirige les activités du pipeline pour la partie située au Tchad.
- Au Cameroun, la Cameroon Oil Transportation Company S.A. (COTCO) dirige les activités du pipeline pour la partie située au Cameroun.
- Pendant la construction, EEPCI a fourni les services de gestion du Projet à TOTCO et à COTCO.

Ces rapports sont communiqués à la Banque Mondiale et aux Prêteurs qui les vérifient. Cette soumission fait partie des conditions établies dans le cadre du partenariat entre le Projet, la Banque Mondiale et les deux pays hôtes.

Ce rapport représente la transparence pour laquelle Esso et les partenaires du Consortium se sont engagés. En publiant ces informations, le Projet permet aux citoyens des pays hôtes, aux organisations non gouvernementales (ONG) concernées, à la Banque Mondiale, aux Prêteurs et aux diverses parties prenantes de se tenir informés au fur et à mesure du développement du Projet.

Les rapports sont publiés sur le site Internet du Projet (www.essochad.com). Un nombre limité de rapports imprimés est également distribué aux parties intéressées pour respecter les engagements en termes de communication et rendre l'information plus accessible aux citoyens du Tchad et du Cameroun où l'accès à l'Internet est limité. Ces rapports sont également disponibles en anglais.

La compilation des données est effectuée depuis octobre 2000. Les conversions monétaires sont basées sur le taux de change en vigueur au moment de la dépense. Le taux de change utilisé dans cette édition est celui du FCFA pour un dollar U.S comme suit :

- 3^e trimestre 2011 - 481 FCFA
- 4^e trimestre 2011 - 454 FCFA
- 1^{er} trimestre 2011 - 456 FCFA
- 2^e trimestre 2011 - 487 FCFA

Table des Matières

VUE D'ENSEMBLE	7
PRODUCTION ET CONSTRUCTION	11
SITUATIONS DE NON-CONFORMITE AU PGE	17
PROGRAMME DE SUIVI ET DE GESTION DU PGE	23
LA SECURITE	29
CONSULTATION ET COMMUNICATION	35
COMPENSATION	39
OCCUPATION DES TERRES DANS LA ZONE DES CHAMPS PETROLIERS	43
EMPLOI LOCAL	55
DEBOUCHES ECONOMIQUES LOCAUX	61
SANTE	67
INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE	75
REVENUS DU BRUT TCHADIEN	89

Vue d'ensemble

- Les investissements du Consortium dans des puits supplémentaires de production et de réinjection d'eau, associés aux autres mesures de soutien de production pétrolière journalière, ont permis au Projet de livrer jusqu'ici plus de 400 millions de barils de pétrole sur le marché pendant les huit premières années de production.
 - À ce jour, le Projet a investi plus de 1 600 milliards de FCFA (3,3 milliards de dollars) dans des initiatives destinées à maintenir le niveau de production.
 - En 2011, les dépenses pour maintenir la production s'élevaient à 305 milliards de FCFA (soit 630 millions de dollars, y compris 425 millions de dollars en investissements de capitaux et 205 millions de dollars pour les activités courantes directement reliées au maintien de la production).
 - Sans les investissements du Consortium, la production serait tombée à environ 29 000 barils – tout juste un quart du rendement actuel qui est de 115 000 barils par jour.
- D'après le nombre total de situations de non-conformité signalé, le Projet a égalé sa performance de conformité de 2010 dans le cadre du plan de gestion de l'environnement (PGE).
 - Le Projet n'a enregistré aucune situation de non-conformité de niveau II ou de niveau III et seulement deux situations de niveau I au deuxième semestre 2011.
 - Au total sept situations de non-conformité ont été identifiées pour l'année, égalant ainsi le chiffre annuel le plus bas depuis la phase de construction du Projet il y'a onze ans.
- Un nouveau contrat conclu avec une société camerounaise pour traiter et éliminer en toute sécurité les sous-produits de forage a été l'un des faits marquants de la mise en œuvre du plan de gestion de l'environnement du Projet au deuxième semestre 2011.
- La performance de sécurité de 2011, mesurée par l'indicateur clé appelé taux d'incidents rapportables, est la meilleure que le Projet n'ait jamais enregistré. Ce résultat record représente une amélioration de 33 % par rapport à la solide performance de 2010, et en conséquence, la moyenne mobile quinquennale du taux d'incidents rapportables du Projet est maintenant inférieure à la moitié de la moyenne de référence de l'industrie pétrolière américaine.
- En 2011, les efforts de sensibilisation continue du Projet ont ajouté 900 réunions de consultation publique dans l'ensemble de la zone du Projet.

- Le montant total des compensations individuelles pour l'occupation des terres, versées par le Projet au cours des quatre derniers trimestres, s'élève à plus de 610 million de FCFA (presque 1,3 million de dollars). Près de 15 milliards de FCFA (plus de 24 millions de dollars) de compensation individuelle ont été versés depuis le début du Projet.
- Les réalisations du Projet en 2011 dans le cadre du plan d'action de l'atténuation de l'occupation des terres incluent un programme de compostage innovant, un programme de compensation communautaire améliorée et un perfectionnement de programme visant à améliorer les techniques agricoles locales dans la zone des champs pétroliers.
- Les contributions du Projet aux économies des pays hôtes pendant la première moitié de 2011 y compris les salaires versés aux tchadiens et aux camerounais s'élèvent à 72 milliards de FCFA (153 millions de dollars).
 - Près de 6 500 nationaux ont été employés par EEPCI, COTCO, TOTCO et leurs sous-traitants, soit environ 88 % de la main-d'œuvre totale à la fin de 2011.
 - Plus de deux tiers des tchadiens et des camerounais travaillant pour le Projet occupent des postes bien rémunérés d'emploi intermédiaires, qualifiées ou de supervision.
- Depuis que le Projet a commencé, le montant total des achats effectués par le Projet auprès des fournisseurs locaux a dépassé 1,4 trillion de FCFA (2,6 milliards de dollars), dans le cadre d'un engagement continu ayant pour objectif de soutenir les entreprises locales et de suivre les directives établies par le PGE.
- De vastes programmes de prévention du paludisme au lieu de travail ont permis de maintenir le faible taux d'infection par le paludisme à un taux annuel de 0,3 cas chez le personnel non immunisé pour 200 000 heures travaillées.
- Plus de 20 conteneurs de matériels en surplus ont été inventoriés, catalogués et préparés pour être distribués aux communautés locales dans le cadre de l'engagement de longue date pris par le Projet pour soutenir les populations locales à l'intérieur et autour de la zone de développement des champs pétroliers.
- Les investissements du Projet pour développer et maintenir la production du pétrole brut, associés à des cours mondiaux du prix du pétrole historiquement élevé dans le monde entier, ont contribué à accroître à plus de 8,4 milliards de dollars les revenus de la République du Tchad depuis que le pétrole a commencé à couler en 2003.
 - Les revenus pétroliers ont aidé le Gouvernement de la République du Tchad à financer une nouvelle université ultramoderne, située juste à la périphérie de N'Djamena, qui accueillera 2 000 étudiants dont 600 pensionnaires.
 - Le tout récent Hôpital de la Mère et de l'Enfant de N'Djamena, qui lui aussi a été principalement financé par les revenus pétroliers, offre des technologies médicales avancées incluant des appareils à rayons x, des scanners à ultrasons et le seul CT Scan du pays accessible au public.



Projet de développement Tchad/Cameroun

Zone du projet

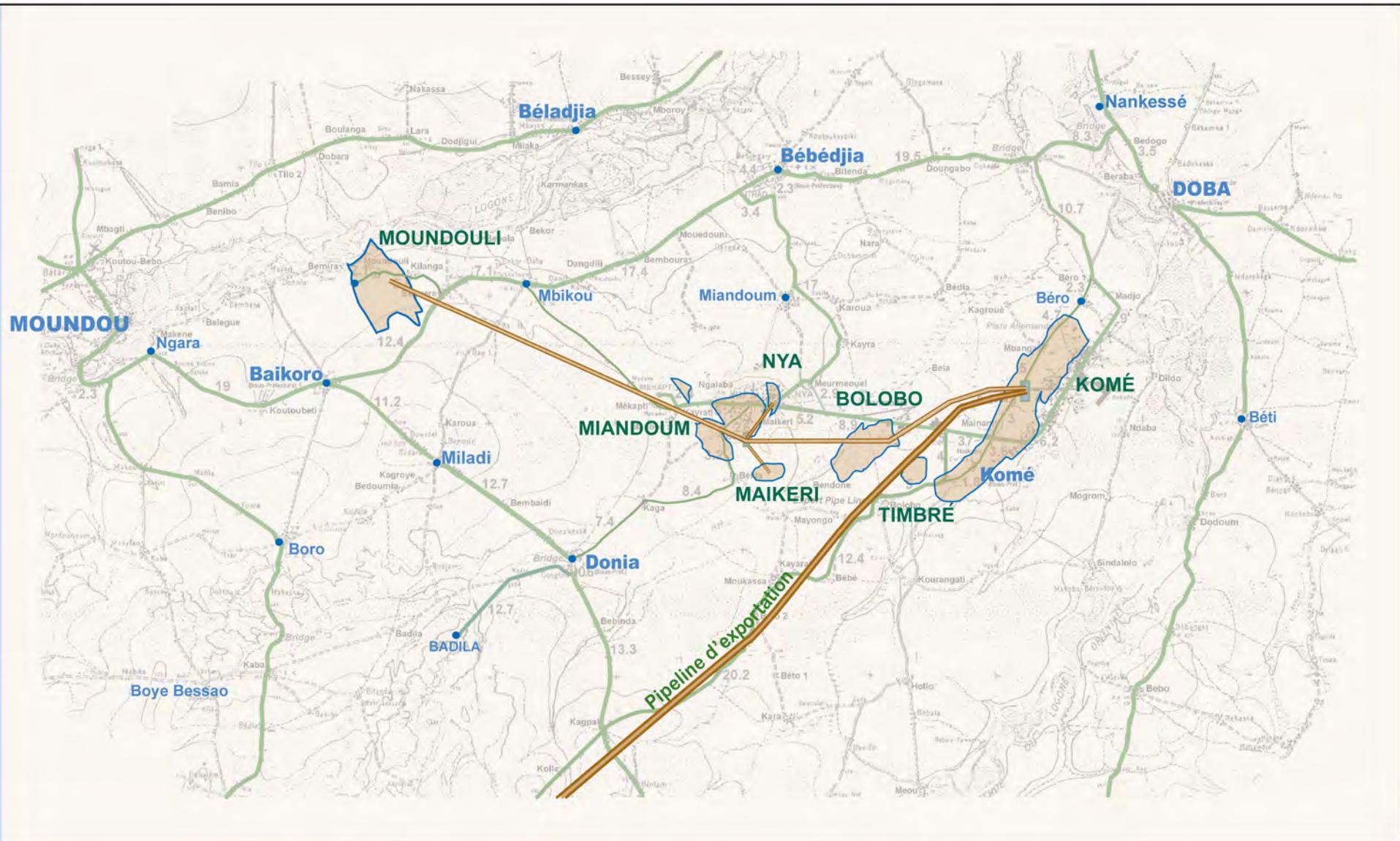
Oléoduc

Zone de développement des champs de pétrole

Zone de maintenance

Voie ferrée

Routes principales



**Projet de développement
Tchad/Cameroun**

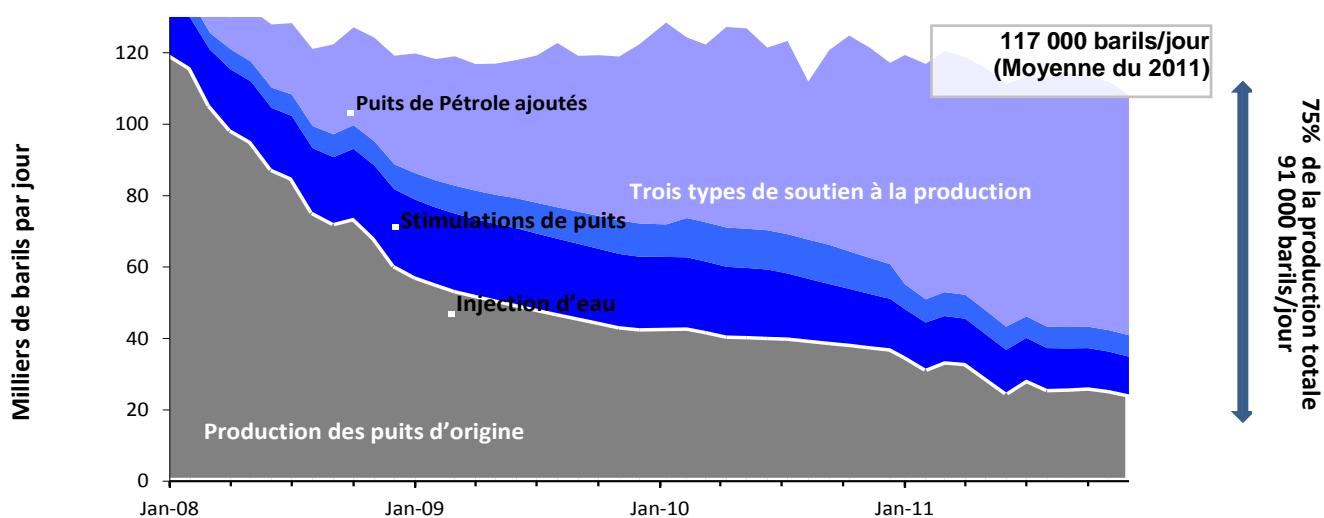
**Vue d'ensemble
de la zone pétrolière**

Production et Construction

En 2011, les dépenses pour maintenir la production se sont élevés à 305 milliards de FCFA (soit 630 millions de dollars, y compris 425 millions de dollars en investissements de capitaux et 205 millions de dollars pour les activités courantes directement reliées au maintien de la production). À ce jour, le Projet a investi plus de 1 600 milliards de FCFA (3,3 milliards de dollars) dans des initiatives destinées à maintenir le niveau de production. Les investissements du Consortium dans des puits supplémentaires de production et de réinjection d'eau, associés aux autres mesures de soutien de production pétrolière journalière, ont permis au Projet de livrer jusqu'ici plus de 400 millions de barils de pétrole sur le marché pendant ses huit premières années de production.

RESULTATS DES INVESTISSEMENTS DE SOUTIEN A LA PRODUCTION

À la fin de 2011, les investissements pour maintenir la production ont ajouté 86 000 barils par jour à la production de pétrole brut du Projet. Sans ces investissements du Consortium, la production serait tombée à environ 29 000 barils – tout juste un quart du rendement actuel qui est 115 000 barils par jour – en raison du déclin naturel de la production de base, qui survient plus vite que ce qui avait été initialement prévu.



STATISTIQUES DE PRODUCTION POUR LES QUATRE DERNIERS TRIMESTRES

Volume Net des Exportations du Terminal Maritime

	Q1 2011	Q2 2011	Q3 2011	Q4 2011	Total 2011	Total à ce jour
Millions de barils	10,3	10,5	10,7	10,0	41,5	417,1
Navires pétroliers	12	12	12	12	48	462

PROGRESSION DES INVESTISSEMENTS DE PRODUCTION

Alors que la quantité totale de pétrole récupérable (que l'on appelle parfois réserves prouvées de pétrole) du Projet demeure inchangée à 900 millions de barils, comme indiqué dans les éditions précédentes, le taux d'extraction du pétrole de chaque puits a été plus bas que prévu initialement en raison des problèmes posés par le sable non consolidé et la fragmentation des formations pétrolifères du bassin de Doba et, en conséquence des puits additionnels se sont avérés nécessaires.

Le Projet a ajouté 69 nouveaux puits pétroliers en 2011 dont 36 dans la deuxième moitié de l'année. Un total de 633 de puits de production était en service à la fin de 2011. Des puits supplémentaires aident le Projet à venir à bout de la faible mobilité du pétrole du bassin de Doba. La faible mobilité limitant le rayon effectif de drainage de chaque puits, il devient nécessaire de rapprocher les puits les uns des autres pour une extraction optimale.



Le programme d'injection d'eau à haute pression se poursuit et un total de 56 puits d'injection d'eau était en service à la mi-année pour soutenir le programme. L'eau constitue environ 88 % du fluide extrait des puits de pétrole du Projet et elle est réinjectée en profondeur dans le champ pour maintenir la pression et soutenir une production continue. Le programme d'injection d'eau à haute pression vise à contrer la baisse de pression enregistrée dans les champs pétroliers du bassin de Doba durant l'extraction du pétrole. La pression doit être suffisante pour maintenir le niveau de la production.

Au cours des douze derniers mois, l'équipe des travaux de puits du Projet a réalisé 1 085 procédures de reconditionnement et d'amélioration sur les puits pétroliers dont 520 au deuxième semestre 2011. Le pétrole du bassin de Doba se trouve dans des sables non consolidés produisant de fines particules qui migrent vers les puits et obstruent les zones de production. Pour contrer ce problème, les techniques employées sont des stimulations de puits comme celle illustrée ci-dessous pour balayer à contre-courant les pores dans la formation pétrolifère en plus des mises à niveau et des réparations des pompes de puits submersibles obstruées.



CHAD INTERNATIONAL OIL, MINING & ENERGY CONFERENCE : COOPERATION ET INVESTISSEMENT AU TCHAD

En octobre 2011, au 8^{ème} anniversaire de la première production de pétrole tchadien, la Chad International Oil, Mining and Energy Conference (CIOME) a réuni des centaines de parties prenantes du domaine de l'énergie internationale pour discuter de la façon dont les ressources naturelles du pays peuvent contribuer au développement socio-économique du Tchad. En tant que le plus grand producteur de pétrole au Tchad, le Projet a joué un rôle majeur au cours de la conférence de trois jours. En plus de tenir un stand d'exposition et d'organiser des activités sociales lors de la conférence, plusieurs personnels du Projet ont fait des présentations techniques et ont participé à des tables rondes.



Des centaines de personnes ont assisté à la conférence et ont visité son hall d'exposition. Les visiteurs du stand d'exposition du Projet ont eu la possibilité de poser des questions et d'obtenir des informations au sujet du Projet. Ci-dessus, Dr Tabe Eugene N'Gaoulam, Ministre tchadien du pétrole et de l'énergie parle avec le Premier ministre du Tchad, M. Emmanuel Nadingar, et avec le Directeur général d'Esso Exploration and Production Chad, Inc. (EEPCI), M. Scott Miller, dans le hall d'exposition (en bas à droite). Lors de son allocution d'ouverture, Dr N'Gaoulam a parlé aux participants à la conférence des obstacles géographiques et logistiques que le Tchad a surmontés pour devenir un producteur et exportateur de pétrole prospère.

Pendant la conférence, le Directeur général d'EEPCI, Scott Miller, a pris part à une discussion sur l'exploration et le potentiel des hydrocarbures au Tchad avec le Dr Tabe Eugene N'Gaoulam, Ministre tchadien du pétrole et de l'énergie. Lors de sa présentation devant les participants à la conférence, M. Miller a discuté des avantages que présentaient les investissements du Projet dans le secteur des hydrocarbures du Tchad.

« Les revenus gouvernementaux ont été l'une des contributions les plus évidentes du Projet. À la mi-année 2011, le total des revenus pétroliers tchadiens du Projet dépassait déjà les 7,4 milliards de dollars – soit quatre fois le montant total que l'on projetait obtenir pour la durée de vie totale du projet de 25 ans. Et cela s'est réalisé dès les huit premières années de production. Toutefois, beaucoup reste encore à faire. Deux tiers des revenus totaux du Consortium ont été investis dans le maintien de la production et, dans les années à venir, il sera nécessaire de consacrer d'importants moyens pour continuer à ralentir le déclin naturel et faire en sorte que les réserves de pétrole tchadien soient récupérées comme prévu.

« Il importe toutefois de reconnaître que la contribution du Projet va au-delà des revenus gouvernementaux. Les efforts déployés par le Projet dans le développement des entreprises locales et les salaires versés aux employés locaux ont permis d'alimenter un moteur économique au Tchad. Ces entreprises et ces investissements en salaires contribuent directement à la qualité de la vie quotidienne du pays. Comme diraient les économistes, il y a un effet multiplicateur généré par la circulation de cet argent, qui renforce les avantages économiques quand cet argent est dépensé et continuellement redépensé dans les marchés, les magasins et les services : c'est un véritable moteur économique pour le pays.

« Nous avons cherché à recruter le plus possible localement et c'est pourquoi, en seulement quelques années, les Tchadiens et les Camerounais représentent près de neuf employés sur dix. Globalement, plus de 75 % de nos employés nationaux occupent maintenant des emplois qualifiés, semi-qualifiés ou des postes de supervision. A Komé et ici à N'Djaména, nous avons construit des centres de formation de niveau international pour nos employés qui ont généralement reçu une formation d'un ou deux ans en anglais avant d'entamer une période de formation en cours d'emploi en travaillant aux côtés d'employés chevronnés.

« Les Tchadiens, qui vivent dans les zones du Projet nous disent souvent que leur façon de travailler et d'exercer leurs activités a été fondamentalement modifiée. Travailler pour le Projet, recevoir une formation, bénéficier du transfert de technologie et être exposé à notre culture sécurité – nous croyons que toutes ces contributions non financières pourraient en fin de compte s'avérer les plus utiles de toutes. Elles ont développé une nouvelle génération de travailleurs et d'entreprises et c'est cette nouvelle génération qui contribuera au développement du Tchad pendant de nombreuses décennies à venir, bien après la fin du Projet. » – Scott Miller, Directeur général, Esso Exploration and Production Chad, Inc.



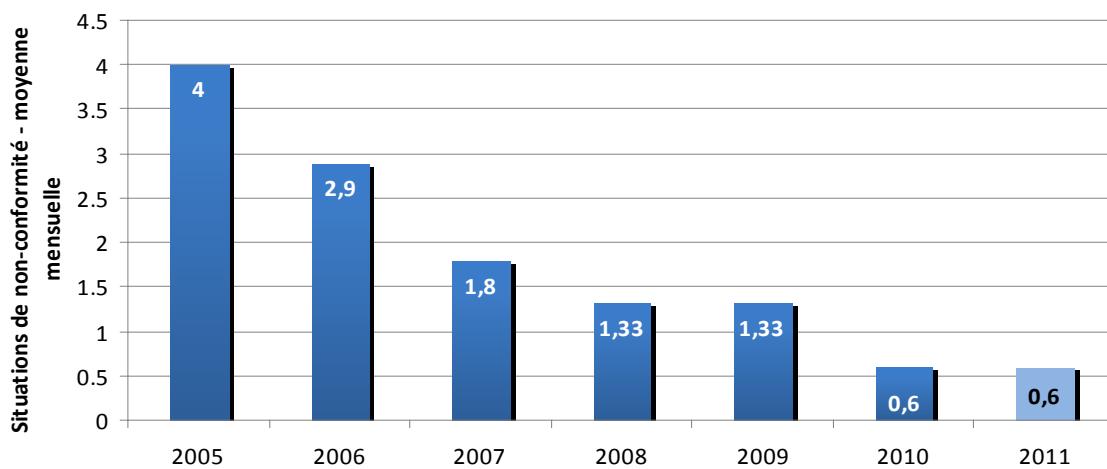
Situations de non-conformité au PGE

Le Projet n'a enregistré aucune situation de non-conformité de niveau II ou de niveau III et seulement deux situations de niveau I au deuxième semestre 2011. Cela a ainsi permis au Projet d'égaler sa performance de conformité de 2010 dans le cadre du plan de gestion de l'environnement (PGE), si l'on se base sur le nombre total de situations de non-conformité signalé.

- Au total sept situations de non-conformité ont été enregistrés pour l'année, égalant ainsi le chiffre annuel le plus bas depuis que la phase de construction du Projet a débuté onze ans auparavant.
- Le Projet a maintenu son taux de non-conformité à moins d'une situation par mois.

Dans chaque cas, le Projet a pris les mesures nécessaires pour remédier aux problèmes et éviter que ces situations ne se reproduisent.

Indice de performance de conformité



L'indice de performance de conformité du Projet continue à être égal à la moitié du taux

Situations de non-conformité au PGE

enregistré en 2009, ce qui est le taux le plus bas depuis le début de la phase de construction, une décennie auparavant.

DEVERSEMENT

Le Projet a procédé à des interventions lors de deux déversements rapportables pendant la deuxième moitié de l'année, dans les deux cas les déversements ont été rapidement maîtrisés et nettoyés sans porter d'atteinte durable à l'environnement et en suivant les directives énoncées dans le PGE.

13 juillet: Un corps étranger emprisonné sous une conduite d'écoulement en fibre de verre a endommagé celle-ci lors du déplacement d'un équipement lourd au travers de la conduite, provoquant un déversement d'environ 200 barils de pétrole. Le déversement a été confiné et rapidement nettoyé. Le sol pollué a été collecté en vue d'un traitement adéquate.

16 août: Un tuyau en fibre de verre situé dans une tranchée provisoirement ouverte à des fins de maintenance a été endommagé par un objet pointu lors d'une tentative de vol d'équipement. Le dommage, qui n'a pas été découvert avant que la tranchée ne soit bouchée, a occasionné un déversement d'environ 27 barils de pétrole. Le déversement a été confiné et rapidement nettoyé. Le sol pollué a été collecté en vue d'un traitement adéquat.

SITUATIONS A SIGNALER AUX 3^E ET 4^E TRIMESTRES

Nombre total de situations à signaler par pays

	3 ^e T 2011				4 ^e T 2011				Total
	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Total	
Tchad	2	0	0	2	0	0	0	0	0
Cameroun	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	2	0	0	2	0	0	0	0	0

Situations de non-conformité par société

	3 ^e T 2011				4 ^e T 2011				Total
	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Total	
PSN/GS	1	0	0	1	0	0	0	0	0
PGE/EEPCI	1	0	0	1	0	0	0	0	0

Situations de non-conformité par catégorie

	3 ^e T 2011				4 ^e T 2011				Total
	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Total	
ENVIRONNEMENT	2	0	0	2	0	0	0	0	0
Total	2	0	0	2	0	0	0	0	0

SITUATIONS A SIGNALER 2011

2011 *Situations à signaler par pays*

	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Total Situations à signaler	Total des déversements à consigner
Tchad	2	0	0	2	3
Cameroun	3	2	0	5	0
Total	5	2	0	7	3

2011 *Situations à signaler par société*

	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Total
COTCO	0	1	0	1
Polyclinique Bonanjo	1	0	0	1
3N	1	1	0	2
Emploi Service	1	0	0	1
PSN/GS	1	0	0	1
EMP/EEPCI	1	0	0	1
Total	5	2	0	7

2011 *Situations à signaler par catégorie*

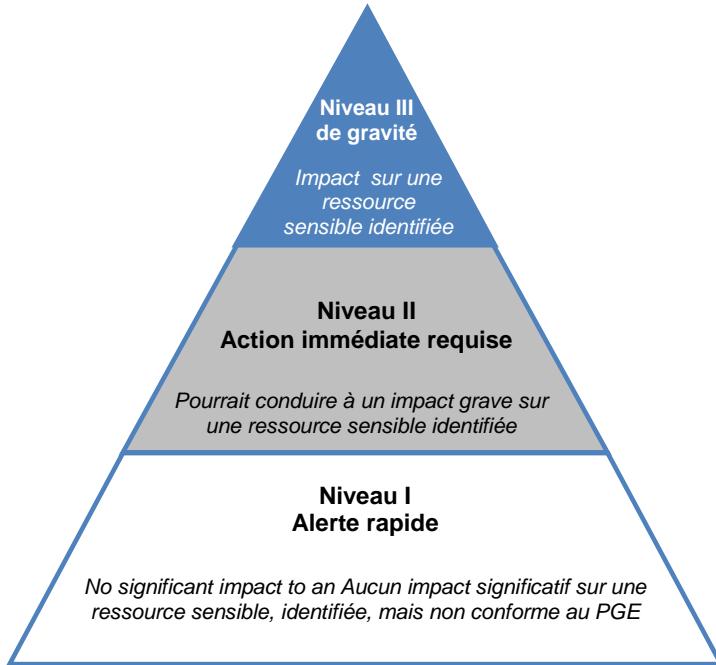
	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Total
Santé/Santé au travail	1	1	0	2
Aspect socio-économique	2	1	0	3
Environnement	2	0	0	2
Total	5	2	0	7

CONTEXTE : SITUATIONS DE PGE A SIGNALER

Le Plan de Gestion de l'Environnement du Projet contient des normes pour rapporter les situations de non-conformité et les déversements accidentels. Ces normes fournissent des mécanismes méthodiques et cohérents pour mesurer la performance des protections environnementales et la prévention des déversements accidentels.

Situations de non-conformité

Le système de classement à trois niveaux pour les situations de non-conformités a été conçu comme un système d'alerte rapide pour détecter les problèmes et faciliter la rectification des comportements et pratiques non conformes bien avant qu'ils ne deviennent assez graves pour causer des dommages.



Cette pyramide illustre l'approche utilisée par le système d'alerte rapide du Projet pour identifier et gérer les situations de non-conformité au PGE. Les deux premiers niveaux servent à alerter le Projet des impacts environnementaux possibles. Seul le niveau le plus élevé, le niveau III, indique qu'un impact environnemental grave s'est produit sur une ressource sensible identifiée.

Déversements

Le Plan de Gestion de l'Environnement du Projet exige que soient consignés les déversements accidentels relatifs à un baril de pétrole, à 10 barils d'eau produite ou à 100 kilogrammes de produits chimiques.

Programme de suivi et de gestion du PGE

En complément des sujets couverts dans les autres chapitres du présent rapport, les points marquants de la mise en œuvre du plan de gestion de l'environnement du Projet au deuxième semestre 2011 ont pour objet de traiter et d'éliminer en toute sécurité les sous-produits de forage et d'aider à préserver le patrimoine du Tchad par le biais de l'archéologie.

UN BOURSIER DE DOCTORAT S'EMPLOIE A PRESERVER L'ANCIEN HERITAGE DU CAMEROUN

Adolphe Nfotabong, l'un des trois étudiants camerounais en archéologie, qui a reçu une bourse de doctorat du Projet, a terminé ses études en Belgique et aux États-Unis et est impatient d'entamer sa carrière de professeur à l'université de Yaoundé. L'expérience a transformé la vie de Nfotabong et lui a donné l'occasion de jouer un rôle de premier plan dans les efforts déployés par le Cameroun pour préserver son ancien héritage. Nfotabong ne parlait que quelques mots d'anglais quand la bourse d'études lui a été attribuée. Aujourd'hui, son œuvre a été publiée dans l'une des principales revues scientifiques internationales.



« Je me souviens que je n'en revenais vraiment pas quand j'ai reçu l'appel du Ministre des Affaires culturelles m'annonçant que j'avais gagné cette bourse d'études de COTCO. Cette bourse m'a donné d'innombrables possibilités d'améliorer mes connaissances et m'a permis de me consacrer entièrement à mes études en ayant accès à des ressources supérieures à Bruxelles. J'ai eu également l'occasion de faire mes études au Smithsonian Institute des États-Unis. Ce processus m'a permis d'apprendre un grand nombre de choses utiles, notamment d'acquérir des techniques de présentation et des connaissances linguistiques – Je me souviens qu'en 2006, je ne pouvais pas dire plus de 10 mots en anglais ! »
– Nfotabong Athéull Adolphe, Maître assistant, Archéologie, Université de Yaoundé I, Faculté des Sciences

Programme de suivi et de gestion du PGE

L'exigence du PGE de protéger les découvertes archéologiques éventuelles le long du tracé du pipeline de 1 070 kilomètres a déclenché la plus longue étude de transect dans l'histoire de l'Afrique. L'étude a couvert plus de 470 sites contenant des artefacts remontant à l'Âge de la pierre et du fer. Nfotabong a participé en tant qu'étudiant à cet effort sans précédent, en travaillant aux côtés d'autres archéologues camerounais afin d'identifier et de trier des milliers d'artefacts anciens (ci-dessous). Cette étude a fourni une remarquable nouvelle perspective de l'histoire de l'Afrique centrale et occidentale.



En 2011, le Projet a publié *Komé-Kribi: Rescue Archaeology along the Chad-Cameroon Oil Pipeline, 1999-2004*. Ce livre primé rend accessible d'une façon permanente les résultats inédits de l'étude à la communauté scientifique internationale et au public. Le Projet a remis l'entièvre collection d'artefacts aux gouvernements du Cameroun et du Tchad à des fins de préservation, dont certaines pièces étaient exposées à une conférence de 2011 à Yaoundé portant sur les découvertes archéologiques provenant de la construction du pipeline.

K223 : UN TRAITEMENT EN TOUTE SECURITE DES SOUS-PRODUITS DE FORAGE

Le Projet emploie plusieurs techniques pour traiter et recycler les sous-produits naturels qui proviennent du forage et de la maintenance des puits pétroliers. Le sol ayant été exposé aux hydrocarbures lors des opérations de forage est rapidement enlevé et entreposé pour être traité. Dans certains cas, le sol pollué a servi de base à la construction de routes (voir page suivante). Dans d'autres cas, des microbes d'origine naturelle sont introduits dans le sol pour digérer les hydrocarbures et les décomposer en composés organiques naturels.

Ci-dessous, des sols pollués qui se trouvent au K223, un site de maintenance du Projet dans la zone de développement des champs pétroliers, sont préparés avant d'être traités. Les employés du Projet se préparent à transférer les sols pollués d'une zone de confinement munie d'une doublure en plastique dans des conteneurs sûrs et étanches à des fins de transport et de traitement. Ci-dessous à droite, un employé ouvre le panneau d'un chargeur spécialement fabriqué pour accélérer le procédé et à minimiser le risque de renverser des morceaux de sol.



Les sous-produits additionnels tels les boues et les fluides de forage sont collectés, traités et réinjectés dans la terre (en bas à gauche). Les fluides se trouvent en un lieu sûr et scellé à plusieurs kilomètres au-dessous du niveau du sol, et les puits de surveillance à l'intérieur et à proximité du site K223 sont régulièrement testés pour s'assurer qu'il n'y a pas de fuites.

Programme de suivi et de gestion du PGE

Une fois que le sol est chargé dans des conteneurs spéciaux, il est livré à l'installation de gestion de déchets de BOCOM à Douala, où il peut être incinéré ou recyclé en toute sécurité. BOCOM est chargée depuis de nombreuses années de l'élimination sûre et propre d'une grande partie des déchets dangereux du Projet.



Les observateurs du PGE du Projet collaborent avec BOCOM, qui est certifiée à la norme ISO 9001-2008 depuis 2010, pour s'assurer que toutes les normes relatives à la qualité de l'air et à l'environnement sont satisfaites. Ci-dessus, un technicien de BOCOM incinère les déchets du Projet, tandis qu'un autre technicien s'assure que les émissions de gaz polluants répondent aux exigences internationales relatives à la qualité de l'air (à gauche). Pour de plus amples informations sur l'essor de BOCOM et sa réussite en tant que sous-traitant local, voir le chapitre sur *les Débouchés économiques locaux*.

STATISTIQUES SUR LA GESTION DES DECHETS

Le Projet utilise diverses techniques pour éliminer les déchets non dangereux, telles que décrites dans le PGE (ex.: incinération, décharge, recyclage et sous-traitants tiers) et illustrées dans le tableau suivant.

Tableau de répartition des déchets non dangereux (Tonnes)

	1 ^e T 2011	2 ^e T 2011	3 ^e T 2011	4 ^e T 2011	Total 2011
Ordures ménagères incinérées sur place	732	805	828	666	3 031
Déchets solides inoffensifs enterrés (décharge)	293	194	197	193	877
Déchets recyclés aux communautés locales	591	452	374	531	1 948
Déchets envoyés à des installations indépendantes autorisées pour réutilisation, recyclage ou élimination	943	1,828	1,750	2,036	6 557
Total	2 559	3 279	3 149	3 426	12 413

Certains déchets dangereux doivent être entreposés en attendant une possibilité de traitement par lots suivant les directives énoncées dans le PGE. À la mi-année 2011, le Projet avait aussi accumulé en stockage géré 600 tonnes de déchets dangereux et difficiles à éliminer qui étaient en attente de traitement. Le Projet collabore avec BOCOM, une société de gestion de déchets pour traiter ces déchets de façon appropriée et prévoit expédier des déchets à BOCOM d'ici le 2^{ème} trimestre 2012.



Ci-dessus, le Projet se sert d'un sol ayant été exposé aux hydrocarbures comme base pour la construction d'une route. Dans ce cas, le sol a été ensuite recouvert d'un matériau de pavage qui est lui-même un produit pétrolier (le DBST ou revêtement bitumineux bicouche).

La sécurité

La performance de sécurité de 2011 est la meilleure que le Projet n'ait jamais enregistré, telle que mesurée par l'indicateur clé appelé taux d'incidents rapportables. À cause de ce résultat record, qui représente une amélioration de 33 % par rapport à la solide performance de 2010, la moyenne quinquennale du taux d'incidents rapportables du Projet est maintenant inférieure à la moitié de la moyenne de référence de l'industrie pétrolière américaine. Cette performance est due en partie à plusieurs programmes qui sont actuellement en place pour assurer que les employés et les sous-traitants accomplissent leur travail en toute sécurité. Les employés, qui appliquent souvent les connaissances acquises de ces programmes à des situations en dehors du travail, aident ainsi à prévenir les blessures à la maison et les accidents de la route.

CAMPAGNE DE CONDUITE PREVENTIVE POUR MOTOCYCLISTES PRES DE BEMBOYO

La sécurité routière est un grave objet de préoccupation au Cameroun où les véhicules sont bondés, la visibilité est réduite et l'excès de vitesse sont monnaie courante. Les motocyclistes sont parmi les voyageurs les plus à risque sur les routes du Cameroun et conduisent souvent sans permis, sans protection adéquate et sans avoir une formation suffisante. Suite à une collision fatale en 2010 qui impliquait un véhicule du Projet et deux motos roulant à contresens, le Projet a élaboré et mis en œuvre de manière proactive une campagne de conduite préventive pour motocyclistes.





En novembre et décembre, le Projet a organisé des ateliers de conduite préventive pour les motocyclistes dans plusieurs communautés de la région de Bemboyo, à proximité du lieu de l'accident de 2010. Chaque session comprenait un briefing sur la sécurité et une discussion en groupe. Les conducteurs participants ont reçu un t-shirt et un gilet de sécurité. En outre, les conducteurs détenant un permis de conduire valide et des documents d'assurance ont reçu un casque, une rareté au Cameroun (à gauche). La campagne a touché en tout plus de 600 conducteurs. Tous les ateliers étaient sous le contrôle du Comité de pilotage et de suivi des pipelines (CPSP) du Gouvernement camerounais.

« J'ai entendu parler de la formation et j'ai voulu venir parce que la route est dangereuse pour quelqu'un qui fait de la moto. Quand je roule à moto la nuit, je crains souvent de ne pas être vu. J'ai mon permis de conduire et j'ai suivi une formation de base en moto, mais c'est loin d'être le cas pour un grand nombre de motocyclistes. Donc, pour eux, c'est probablement la première formation qu'ils aient jamais eu. La séance d'aujourd'hui sera utile, car elle va indiquer les vitesses qui sont recommandées en traversant une ville. Je porterai mon gilet chaque fois que je ferai de la moto. »

– Yaouba Djingui, motocycliste et résident de Bemboyo



« Je suis venu ici voir ce que COTCO fait en termes de sensibilisation des motocyclistes sur la route. La société fait du bon travail et aide, en fait, le gouvernement en renforçant notre capacité de former les conducteurs. Nous estimons que COTCO est un partenaire qui est en mesure d'enseigner la sécurité dans les villages : c'est un des points forts de COTCO. À mon avis, cette campagne sera efficace. Ces conducteurs veulent avoir une formation sur la sécurité et si vous revenez dans un mois, vous verrez chaque motocycliste porter son gilet de sécurité. »

– Joseph Nyongwen, inspecteur du CPSP

ENSEIGNER LA SECURITE ROUTIERE AUX COMMUNAUTES PAR LE BIAIS D'UN CONCOURS SCOLAIRE

Le Projet a sponsorisé un concours de sécurité routière pour neuf villages de la zone de développement des champs pétroliers dans le cadre de son effort intensif de prévention d'accident à l'échelle du projet. Les élèves des écoles primaires et secondaires participantes ont appris les règles de base de la sécurité routière et ont été encouragés à faire preuve d'esprit critique quant aux questions de sécurité routières spécifiques à leurs communautés.

Pour le concours, les étudiants ont dessiné et soumis leurs propres panneaux de sécurité routière. Même si l'école du village de Komé a gagné le concours et remporté des prix spéciaux comme des lecteurs mp3, toutes les écoles participantes ont reçu des calculatrices, des crayons, des carnets et autres fournitures. Le Projet met aussi l'accent sur la sécurité routière par des mesures continues telles que la distribution d'affiches, des panneaux d'avertissement routiers, la mise en place de dos d'âne à l'entrée des villages et de régulateurs de vitesse dans les véhicules. Les employés du Projet apprennent, en outre, les techniques de conduite défensive.



« Tous nos élèves ont participé au programme et, comme les autres écoles de la région, nous avons choisi les dix meilleurs dessins de panneaux indicateurs que nos élèves avaient fait. Les élèves ont fait du bon travail et la qualité de certains panneaux était comparable à celle des panneaux qu'on voit sur les routes. L'exercice a aidé à former les élèves, et ils font maintenant ce qu'il faut quand ils se trouvent à proximité d'une route. La population a apprécié cet exercice, car il servait à sensibiliser le public. » – Nadedjingar Eugene, Directeur administratif, District scolaire de Komé

« C'était excitant de faire partie d'un tel concours. J'ai fait le portrait d'un petit garçon qui joue au football à côté de la route, car c'est un risque d'accident. Les enfants jouent sur la route, parce qu'ils n'ont aucune idée du risque qu'ils courrent. Les panneaux de signalisation routière contribuent à la sécurité parce que les gens les comprennent. Le concours aide aussi. J'aimerais aussi voir mon propre panneau sur la route ! » –

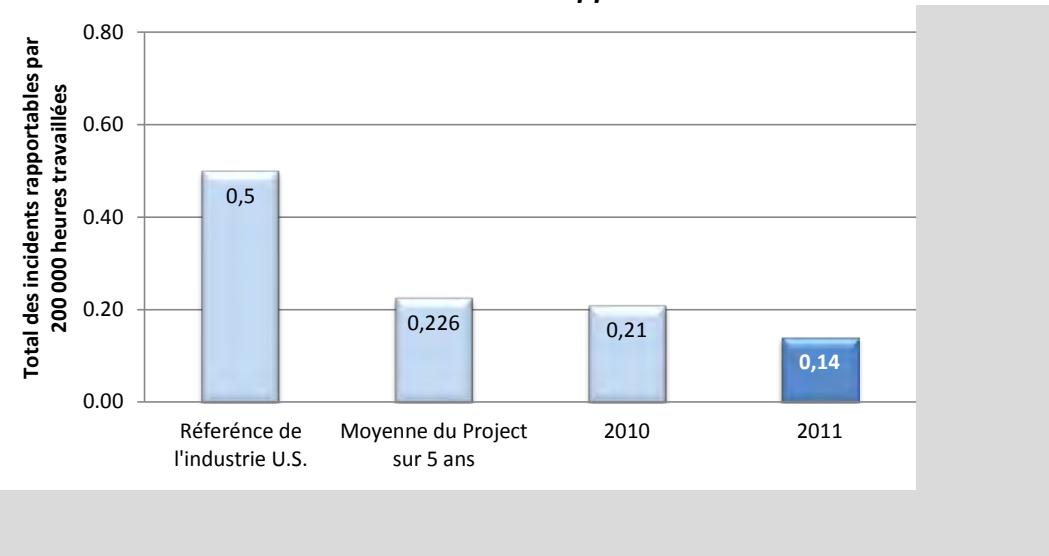
**Mbaissem Benjamin, 12 ans,
lauréat du concours scolaire de Komé**



« J'étais contente d'apprendre qu'il y avait un concours parce que j'aime dessiner. Même avant la tenue de ce concours, je dessinais des animaux, des maisons et des arbres. J'ai dessiné un véhicule sur une route pour mon panneau. Je ne m'attendais pas à gagner ! Il y a beaucoup de véhicules ici, et les enfants ne savent pas que c'est un risque. Chaque élève de ma classe a appris les leçons sur la sécurité routière. J'ai quatre frères et cinq sœurs et je leur parlerai de mes expériences. » – Mbaidoba Natacha, 13 ans, lauréate du concours scolaire de Komé

STATISTIQUES DE SÉCURITÉ

Taux d'incidents rapportables



Le taux d'incidents rapportables mesure la performance de sécurité globale en prenant même en compte les accidents corporels mineurs. Le taux d'incidents rapportables du Projet, qui est depuis des années bien au-dessous du taux moyen de l'industrie pétrolière dans son ensemble, est égal à environ un tiers du taux de l'industrie. Le taux mesure les incidents rapportables par 200 000 heures travaillées et la référence pour l'industrie pétrolière américaine provient des plus récents rapports (jusqu'en 2010) remis à l'American Petroleum Institute par les sociétés participantes.

Accidents (à consigner selon l'OSHA)¹

	1 ^e T 2011	2 ^e T 2011	3 ^e T 2011	4 ^e T 2011	Total 2011	Total à ce jour
Accidents mortels	0	0	0	0	0	0
Arrêts de travail	0	1	0	0	1	28
Travaux allégés	0	1	0	1	2	143
Traitement médical requis	3	2	1	2	8	308
Premiers soins	15	17	12	9	53	2 838
Heures de travail (milliers)	3 842	3 885	4 036	3 997	15 759	275 903
Analyse des tendances						
Taux d'incidents à signaler	0,16	0,21	0,05	0,14	0,14	0,35
Taux d'incidents avec arrêt	0,00	0,05	0,00	0,00	0,01	0,02

1. Ces statistiques de sécurité du Projet concernent EEPCL, TOTCO, COTCO, et les autres sociétés affiliées travaillant pour le Projet et leurs sous-traitants respectifs. Elles incluent des incidents impliquant un lieu, un bien ou des activités exécutées, contrôlées ou supervisées par ces entités.

Nombre d'accidents de la route

	1 ^e T 2011	2 ^e T 2011	3 ^e T 2011	4 ^e T 2011	Total 2011	Total à ce jour
Accidents de la route ¹	7	4	7	4	22	930

1. Inclut tous les incidents de la circulation des véhicules du Projet, y compris ceux qui, d'après les directives de l'OSHA, ne sont pas rapportables. Le total inclut les accidents ayant causé des dégâts matériels majeurs ou mineurs aux véhicules ainsi que les accidents avec des blessés, y compris les accidents non rapportables.

CONTEXTE : LES STANDARDS DU PROJET RELATIFS AUX RAPPORTS DE SECURITE

Mesure de la performance de sécurité

La mise en tableau et l'analyse statistique des rapports d'accident jouent un rôle essentiel dans l'effort de prévention des accidents des grands projets industriels comme le Projet de Développement Tchad-Cameroun.

Comme bien d'autres sociétés, ExxonMobil a sélectionné les directives largement reconnues de l'OSHA (Occupational Safety and Health Administration) américaine comme standard de mesure de performance de sécurité à l'échelle mondiale. Les statistiques obtenues par le Projet peuvent donc être comparées à celles provenant d'autres régions.

Les directives de l'OSHA sont aussi largement utilisées par beaucoup d'autres compagnies pétrolières et un certain nombre de secteurs similaires, fournissant ainsi une source de référence supplémentaire pour mesurer la performance de sécurité du Projet.

En plus de la mise en œuvre mondiale des strictes directives de l'OSHA, Esso se conforme également à toutes les règles locales concernant l'enregistrement et notification des accidents et des statistiques d'accidents qui peuvent être mises en vigueur dans le pays où il exerce ses activités. En conséquence, le Projet tient à jour et analyse une gamme étendue de statistiques sur la sécurité, même si les gouvernements du Tchad et du Cameroun n'ont pas encore adopté des normes de sécurité détaillées semblables à celles rencontrées dans les pays industrialisés.

Transparence des résultats

La consignation des accidents par le Projet au Tchad et au Cameroun correspond aux pratiques de transparence appliquées dans la plupart des pays industrialisés et, dans certains cas, les dépassent.

- Tous les accidents graves, y compris ceux qui tombent en dehors des directives de l'OSHA, sont immédiatement déclarés aux autorités locales à des fins d'enquête. Les forces de l'ordre locales sont généralement sur les lieux dans les quelques minutes qui suivent un accident grave, et le Projet offre sa pleine et entière coopération aux enquêtes de police. La consignation des accidents par le Projet est donc identique à ce qui se pratique aux États-Unis et dans de nombreux pays où la police, les pompiers et autres organisations de secours sont appelées sur la scène d'accidents graves.
- De plus, les statistiques de performance de sécurité, basées sur les normes de l'OSHA, sont publiées dans les rapports de mise à jour. Comme l'indique la préface, ces rapports sont publiés sur Internet (www.essochad.com) et des centaines d'exemplaires imprimés sont distribués à un large éventail de parties prenantes, incluant des ONG, les deux pays d'accueil ainsi que la communauté internationale.

Consultation et Communication

En 2011, les efforts continus de sensibilisation du Projet ont ajouté 900 réunions de consultation publique dans l'ensemble de la zone du Projet. Bon nombre de ces sessions sont des réunions publiques tenues dans les villages à des fins diverses, notamment des réunions pour discuter de la conduite préventive pour motocyclistes, des dispositions à prendre pour installer une infrastructure communautaire ou de la compensation pour l'occupation des terres. Un certain nombre de sessions au Cameroun avaient trait à la mise en œuvre du programme d'intégrité de l'emprise au premier semestre 2011.

Table des réunions de consultation

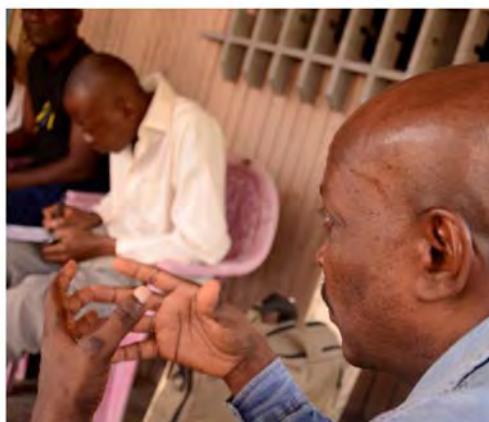
	1 ^e T 2011	2 ^e T 2011	3 ^e T 2011	4 ^e T 2011	Total 2011
Tchad					
<i>Sessions</i>	47	35	55	58	195
<i>Présences</i>	3 087	1 817	2 506	2 709	10 119
Cameroun					
<i>Sessions</i>	257	200	132	114	703
<i>Présences</i>	4 362	2 388	1 362	2 256	10 368

LA PLATEFORME DE CONSULTATION ET DE COOPERATION

Outre les nombreuses séances de consultation publique au niveau des villages, un programme appelé la Plateforme de consultation et de coopération continue d'être un instrument efficace pour résoudre les problèmes impliquant le Projet et des citoyens camerounais. La Plateforme, convoquée pour la première fois en 2005, fait partie d'un processus de déclaration d'assistance créé en vue de traiter un certain nombre de réclamations individuelles et communautaires non réglées qui datent de la période de construction principale du Projet. Fondée sur une collaboration entre le Projet, les ONG axées sur les communautés et le gouvernement du Cameroun, la Plateforme a une excellente feuille de route pour régler de façon satisfaisante les réclamations soumises à la médiation en appliquant une approche collaborative de résolution des problèmes.

LA PLATEFORME : LE REGLEMENT SATISFAISANT D'UNE RECLAMATION FOURNIT DE L'EAU DE QUALITE A LA COMMUNAUTE DE TALLA

Pour la première fois en plus de deux décennies, la communauté de Talla dispose d'un accès fiable à sa propre eau potable : c'est le résultat d'une réclamation réglée de manière satisfaisante par la Plateforme. Bien que Talla soit située juste à l'extérieur de la ville côtière de Kribi, la communauté n'avait pas accès aux services municipaux d'approvisionnement en eau de la ville en raison de son emplacement élevé sur une colline à proximité. Pendant des années, les résidents de cette communauté ont été obligés d'aller acheter leur eau dans les villages voisins. Aujourd'hui, ils n'ont que quelques pas à faire pour puiser leur eau.



Reconnaissant le besoin de la communauté il y a plusieurs années, le Projet a fait appel à un sous-traitant local pour forer un puits. Or, ce puits est devenu inopérant après son installation initiale. Le village a déposé une demande pour que le puits soit réparé ou remplacé et une série de réunions entre la Plateforme et le leadership du village a abouti à une solution à laquelle toutes les parties ont donné leur accord.

Un nouveau puits a été installé avec succès par un autre sous-traitant dans un endroit séparé et les résidents disposent maintenant d'un accès facile à l'eau. Comme pour tout autre règlement d'une réclamation, le Chef du village a signé un document déclarant qu'il était satisfait de la solution proposée pour clore le dossier. Ci-dessous, plusieurs membres de la communauté de Talla observent la première activation officielle de la pompe



« Le CPSP est satisfait parce que les villageois sont contents de leur nouveau puits. Nous sommes aussi heureux que COTCO continue à respecter son engagement envers la communauté et le PGE. Le PGE demande au CPSP et à COTCO de répondre à des normes élevées et c'est un très bon outil pour protéger les communautés et l'environnement. »

– Joseph Koffi, Inspecteur en environnement, Comité de Pilotage et de Suivi des Pipelines (CPSP)



« Je suis heureux d'apprendre que la communauté et la Plateforme pensent que nous avons fait du bon travail. À cause de l'emplacement unique de ce puits, nous avons du forer en profondeur pour obtenir une source d'eau de qualité à long terme. Étant donné que nous avons étudié la formation géologique et les caractéristiques du sol de cet emplacement, nous sommes confiants que cette communauté va pouvoir utiliser ce puits pendant au moins 30 ans. » – Nano Maturin, sous-traitant, Ets Alan & Steve



« Talla est une large communauté de plus de 1 000 résidents. L'eau représente un gros problème de développement – parce que nous sommes sur une colline, nous ne pouvons pas la faire pomper à partir de Kribi. Quand le Projet a fait installer le premier puits, le sous-traitant utilisé au début n'a pas compris que nous avions besoin de puits plus profonds à cause de cette colline. Avant que ce nouveau puits soit installé, nous devions donc aller acheter toute notre eau dans un autre village. Tout le monde est maintenant vraiment heureux d'avoir ce puits, car pour la première fois depuis 1989, nous avons notre propre eau potable. »

– Serge Christ Bobwam, Chef du village de Talla

« Ce puits d'eau est un bon exemple de la Plateforme à l'œuvre. C'est bon aussi pour la population, car elle sait qu'elle est représentée par le biais de la Plateforme. Nous avons tous pris le temps nécessaire pour trouver un sous-traitant qui pourrait accomplir le travail et faire un puits d'eau qui fonctionnerait correctement. Il est parfois important de prendre le temps qu'il faut pour résoudre un problème une fois pour toute, et c'est la meilleure pompe à eau que j'ai vue dans mes 13 ans de travail avec COTCO. Le Projet est un bon partenaire et la Plateforme a maintenant réglé tous les problèmes en suspens. » – Ebenezer

Diwouta, Coordinateur d'équipe, FOCARFE, membre d'une ONG et de la Plateforme



Compensation

Le montant total des compensations individuelles pour les terres, versé par le Projet au cours des quatre derniers trimestres, s'élève à plus de 610 millions de FCFA (près de 1,3 million de dollars) en espèce ou en nature. Plus de 15 milliards de FCFA (plus de 24 millions de dollars) en compensation individuelle ont été déboursés depuis le commencement du Projet. Bien que la construction de toutes les infrastructures majeures du Projet soit achevée depuis un certain temps au Tchad et au Cameroun, le Projet maintient ses engagements de compensation qui sont encore en cours. Le niveau de ces engagements s'est stabilisé à un niveau nettement inférieur à celui de 2000 à 2003, phase de construction des installations centrales de traitement, du développement des champs pétroliers initiaux et du système de pipeline d'exportation.

Compensation individuelle (en millions de FCFA)

	1 ^e T 2011	2 ^e T 2011	3 ^e T 2011	4 ^e T 2011	Total 2011	Total à ce jour
Tchad	209,4	167,6	112,2	114,0	603,2	8 983,0
Cameroun	0,3	5,3	1,2	0,1	6,9	5 708,0
Project Total	209,7	172,9	113,4	114,1	610,1	14 691,0

UN EXAMEN UN PEU PLUS PRECIS DU PROCESSUS DE COMPENSATION ACTUEL DU PROJET AU TCHAD

Au Tchad, la plupart des engagements de compensation concernent une acquisition de terre pour des puits de production supplémentaires ou pour la construction d'installations destinées à améliorer la production journalière de pétrole brut. Le montant de ces engagements de compensation s'est stabilisé à des niveaux bien inférieurs à ceux de 2000 à 2003, l'époque de la construction du Projet.

La compensation pour l'occupation de terres suit un processus de consultation par étapes successives décrit dans le Plan de gestion de l'environnement (PGE) du Projet. D'abord, les taux de compensation approuvés par le Projet, la Banque mondiale, les ONG et le Gouvernement du Tchad sont affichés dans tous les villages concernés. Pour que les taux et les politiques proposés soient bien compris, le Projet organise des réunions dans les villages et répond aux questions. Enfin, le Projet travaille en collaboration avec les autorités locales du village pour organiser des consultations individuelles, identifier l'emplacement exact des terres dont on a besoin et déterminer la compensation appropriée.

Compensation

Les paiements de compensation ont lieu en public pour garantir que les villageois comprennent que le procédé est juste, ouvert et transparent. Pendant la cérémonie de paiement comme celle-ci dans le village tchadien de Begada I (ci-dessous), le Chef du village et le Chef du canton approuvent et signent les documents appropriés (au milieu à droite). Les villageois recevant une compensation individuelle approuvent le document final en le signant et en y apposant leur empreinte digitale du pouce (ci-dessous à gauche). À la fin du processus, une photographie sert de vérification finale (rangée du milieu à gauche). Depuis le début de la construction, les photographies ont servi à documenter chaque paiement de compensation foncière.



« Le Projet avait besoin de 1/16 of d'hectare de ma terre, qui est adjacente à la parcelle de Ngaradoum. J'ai reçu plusieurs compensations du Projet précédemment et j'ai maintenant environ 1/2 hectare de terre. J'ai utilisé l'argent des compensations précédentes pour construire une maison et acheter 2 bœufs qui ont eu un bébé, ce qui fait que j'ai même un bœuf supplémentaire. Cet argent servira à payer la nourriture de mes 16 enfants qui vivent tous avec moi maintenant. » — **Denebeye Agathe**,

« Ma terre me sert à cultiver du sorgho, des arachides et des haricots. Le Projet a pris 1/16 d'hectare et il me reste 1/4 d'hectare. Je suis heureux de recevoir une compensation parce que je vais acheter un bœuf pour accroître ma récolte et gagner plus d'argent. » — **Ngaradoum Frederic, agriculteur de Begada I** (ci-dessus)

COMPENSATION AU CAMEROUN

Au Cameroun où la construction a pris fin en 2003, les activités de compensation ont généralement rapport au processus de déclaration d'assistance en cours. Établi pour résoudre les problèmes et les questions concernant les citoyens camerounais, le processus de déclaration d'assistance a été élaboré en collaboration avec les ONG locales, les représentants du gouvernement du Cameroun et les villageois. Pour en savoir plus sur la Plateforme de consultation sur la déclaration d'assistance, voir le chapitre *Consultation et Communication*.

Il existe, en outre, au Cameroun, une compensation périodique pour l'utilisation des terres requises en cas de maintenance ou d'amélioration des installations. Par exemple, dans le village camerounais de Ngaye, le Projet devait faire passer de la machinerie lourde par une ferme locale pour accéder à l'emprise du pipeline. Dans ce cas précis, le Projet a contacté l'agriculteur à plusieurs reprises pour fournir des renseignements sur les activités projetées, pour collecter des informations de base sur la quantité et le type de terre à utiliser, et enfin, pour fournir la compensation indiquée par le Plan de gestion de l'environnement (PGE).

« Ma terre a été utilisée en octobre et, même si j'ai perdu quelques cultures, le processus a fonctionné en ma faveur. Normalement à ce moment-ci, je serais en train de terminer la récolte et je devrais aller vendre mon maïs au marché avant de pouvoir gagner l'argent que j'ai maintenant. Avec l'argent de la compensation, je vais ajouter des tôles sur le toit en chaume de la maison que j'ai récemment construit pour ma famille. » — Ndaga Albert, agriculteur de Ngaye



« Je suis satisfait du processus de compensation car les agriculteurs sont indemnisés équitablement quand COTCO est obligé de détruire des cultures. Ils peuvent ainsi acheter du savon, de l'huile et d'autres articles qui coûtent de l'argent, mais qui aident le village. À part la compensation, l'autre avantage du pipeline est que les villageois obtiennent un emploi quand il faut aider à réparer les dommages causés par l'érosion, comme dans le cas du pipeline près de la ferme de Ndaga. Ils peuvent ainsi gagner un peu d'argent qui sert à payer des médicaments. Notre village a été compensé plusieurs fois, et nous nous fions à COTCO pour payer une compensation équitable. » — Wiripou Marc, Chef de Ngaye

Occupation des terres dans la zone des champs pétroliers

Les réalisations du Projet en 2011 quant au plan d'action de l'atténuation de l'occupation des terres comprennent un programme de compostage innovant, un programme de compensation communautaire améliorée et un perfectionnement de programme visant à améliorer les techniques agricoles locales dans la zone des champs pétroliers.

REMISE EN ETAT ET RESTITUTION DES TERRES : UNE INITIATIVE DE NOUVEAU COMPOSTAGE PRODUIT DES RESULTATS POSITIFS

Un programme de nouveau compostage innovant et de remise en état des terres introduit dans la zone des champs pétroliers a donné des résultats positifs après la première saison.

Travaillant avec un groupe d'agriculteurs choisis de la région, le Projet a fourni du compost pour les terres restituées aux agriculteurs et leur a appris comment le compostage peut augmenter la productivité des récoltes.

« J'étais en faveur de l'amendement du sol au début de la saison, et nous voyons maintenant, à la fin de la saison, de bons résultats. Le sol est très fertile et, s'il n'en tenait qu'à moi, toutes nos terres agricoles recevraient un amendement, parce que notre sol est vraiment pauvre. Nous espérons apprendre ces techniques pour transmettre ces connaissances à tout le monde. » – Ngadeur Amond, Chef du village de Mbanga 2



Occupation des terres dans la zone de développement des champs pétroliers

Au début de la période de végétation, les agriculteurs et les chefs de village ont surveillé la distribution de compost et vérifié la qualité du sol lors de la restitution des terres. Tous les participants ont signalé d'importantes améliorations dans la productivité de leurs terres, certains agriculteurs allant jusqu'à doubler leur récolte annuelle. Le programme, une des rares opérations de compostage à grande échelle au Tchad, produit son compost à partir des déchets alimentaires du Projet, des déchets de bois et autres déchets organiques.



« La récole a été très bonne cette année à cause du compost qui a rendu le sol plus fertile. Ma famille dispose maintenant de plus de nourriture et j'ai hâte de voir ce que donnera l'amendement de l'année prochaine. Chaque agriculteur souhaite maintenant pouvoir faire ajouter un amendement à son sol. Comme notre sol est naturellement pauvre, c'est bien d'avoir cet amendement. » – Mbáihikadjinang Zacharie, agriculteur, village de Mbanga 2



« L'amendement a été ajouté à mon sol en juin, et cela a vraiment aidé mes cultures – ma production a doublé cette année. J'étais content que ma terre me soit rendue et encore plus heureux du compost. J'ai de la chance d'être une personne qui reçoit du compost. Ce supplément de compost contribue à mieux nourrir ma famille, et j'ai hâte de voir ce que donnera l'amendement de l'année prochaine. » – Djimhamnodji Jacques, agriculteur, village de Mbanga 1

« grâce à l'amendement, même la récolte de ma petite terre a augmenté. Nous avons vraiment tous besoin de compost. A part ma petite parcelle de terre, je produis et vend des produits de boulangerie-pâtisserie pour aider à nourrir ma famille. » – Madjitonou Moal, agricultrice, village de Mbanga 1



COMPENSATION COMMUNAUTAIRE : UNE NOUVELLE ECOLE POUR LE VILLAGE DE MAIKEIRI

Les lycéens vont en classe dans la nouvelle école de Maikeiri, moins d'un an après que le Projet a commencé à aider le village à remplacer quelques-unes des salles de classe en chaume par un bâtiment en béton solide. La construction de l'école a été rendue possible grâce au programme de compensation communautaire actualisé du Projet, qui fournit des projets de développement aux villages de la zone du Projet pour compenser les impacts indirects.



L'établissement de la nouvelle école de Maikeiri comprend trois salles de classe offrant une abondance de lumière et une aération confortable, des bureaux et autres outils pour les professeurs.



« J'aime vraiment travailler dans ce type d'école. Il est bien plus facile pour nous de transmettre des connaissances aux enfants dans un bâtiment de ce genre, car les professeurs peuvent mieux enseigner et les enfants peuvent apprendre plus et mieux réussir quand ils jouissent d'un certain confort. Cette communauté s'intéresse beaucoup à l'éducation. Un jour, ces enfants occuperont notre place ; nous devons donc prendre soin d'eux et les préparer pour leur avenir. » – Ezekiel Ngarbin, Directeur d'école

Occupation des terres dans la zone de développement des champs pétroliers

Les anciennes salles de classe en chaume des écoliers de l'école de Maikeiri étaient exiguës, chaudes et sombres (ci-dessous). Suite aux dommages causés par le vent et l'eau, il fallait reconstruire ces salles de classe presque tous les ans, après la saison des pluies tchadienne.



« Le nouveau bâtiment favorise l'apprentissage des enfants. L'école est semblable au soleil – l'instruction permet aux gens de voir. Nous suivons nos enfants et nous les faisons aller à l'école. Les pères et les mères sont également soucieux de l'éducation de leurs enfants – notre objectif ici à Maikeiri est que chaque enfant bénéficie d'une éducation. » – Richard Koumatoloum, Chef du village de Maikieri

Occupation des terres dans la zone de développement des champs pétroliers

COMPENSATION COMMUNAUTAIRE : LE NOUVEAU MOULIN DU VILLAGE GENERE DES REVENUS ET PAIE LE SALAIRE DES PROFESSEURS

Un nouveau moulin à grains communautaire fournit maintenant une source additionnelle de revenus qui permettra de payer le salaire des professeurs du village. Le moulin a été rendu possible grâce au programme amélioré de compensation communautaire à délai rapide du Projet, qui fournit aux villages dans la zone de développement des champs pétroliers des projets de développement communautaire pour compenser les impacts indirects. De récentes améliorations apportées au programme prévoient maintenant la construction de projets visant à générer des revenus pour les villages de la zone. En plus de construire la structure du bâtiment et de fournir l'équipement pour le moulin, le Projet a aussi fourni une formation sur l'utilisation du moteur diesel et des trois machines à moudre distinctes ainsi que sur la gestion technique du bâtiment.



« Mon père m'a envoyé au moulin aujourd'hui pour moudre trois kilos de sorgho. Avant l'ouverture du moulin, je devais aller vraiment loin pour moudre nos produits. » – Nelembaye Iréne, cliente du moulin de Ngalaba village (à gauche et ci-dessus à droite)



« Quand le moulin a ouvert, nous avons formé un comité pour le gérer. Nous demandons une somme modique aux gens qui viennent moudre les ingrédients de leur nourriture ici et ce revenu nous permet de payer les frais de sécurité et d'exploitation. Le reste de l'argent est investi dans le commerce des arachides. Nous utilisons cet argent pour payer les salaires des professeurs de notre village. Les villageois sont ravis d'avoir un moulin ici, car avant nous devions faire 12 kilomètres dans chaque sens pour transformer nos produits. Maintenant, nous pouvons aussi gagner de l'argent avec les personnes qui viennent des autres villages tels que Maikeiri et Ngalaba. Quand nous avons choisi ce moulin, les femmes, les hommes et même les jeunes enfants ont tous participé au processus qui s'est déroulé sans heurt. » – Toïdom Job, membre du comité du moulin de Morkete

Occupation des terres dans la zone de développement des champs pétroliers

LES CINQ ETAPES DE REFLEXION : AMELIORATION DU PROCESSUS DE COMPENSATION DE REINSTALLATION

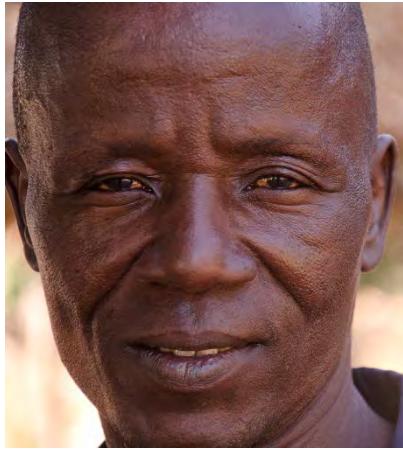
Grâce à un processus de consultation améliorée, les agriculteurs éligibles au programme de compensation de réinstallation du Projet peuvent maintenant prendre des décisions plus éclairées par rapport à leurs options de compensation. Les cinq étapes de réflexion fournissent des informations sur le programme de compensation de telle sorte que les agriculteurs éligibles disposent des informations et du temps dont ils ont besoin pour comprendre leurs options et faire le bon choix pour eux-mêmes. Outre la formation non agricole, le programme d'agriculture améliorée fournit de l'équipement agricole, des animaux et une formation sur l'agriculture, le jardinage et l'élevage.

Les cinq étapes de réflexion commencent par des réunions d'introduction avec les chefs et les anciens du village pour les aider à comprendre ce que le processus signifiera pour la communauté. Informer les chefs et les anciens du village leur donne la possibilité de fournir des conseils aux agriculteurs locaux. Viennent ensuite les réunions publiques pour tout le village et les consultations des pairs. L'ensemble du processus dure un mois, ce qui donne le temps aux agriculteurs de consulter de façon indépendante leurs familles, leurs pairs et leurs chefs et d'évaluer les options qui s'offrent à eux.



Ci-dessus, les agriculteurs éligibles du village de Miandoum V participent à une dernière discussion publique avec l'équipe socio-économique du Projet avant de choisir leur compensation individuelle. C'est la cinquième et dernière étape des cinq étapes de réflexion.

Occupation des terres dans la zone de développement des champs pétroliers



« Nous sommes réunis ici pour la dernière étape de réflexion pendant laquelle les agriculteurs feront leur choix. Un grand nombre d'entre eux choisiront d'élever des animaux dans le cadre du programme d'agriculture améliorée. Cette année tout particulièrement, les chefs de canton et de village sont plus engagés, et c'est important, car nous pouvons ainsi surveiller et suivre les personnes éligibles pour nous assurer que leurs actions contribuent à la prospérité du village. Tous les agriculteurs éligibles sont bien informés – c'est la troisième fois que nous nous réunissons pour discuter de leurs choix – et à cause des consultations, je crois que chacun d'entre eux fera le bon choix pour lui-même et pour le village. En tant que chef, je suis content du processus dans son ensemble. » – **Djibé Edmund, Chef de Miandoum V**

« Avant j'avais quatre hectares et le Projet en a pris un. Je choisirai aujourd'hui l'agriculture améliorée, ce qui m'aidera car après la formation je recevrai de l'équipement et des animaux pour pratiquer l'agriculture. Comme c'est la saison sèche, je choisirai un taureau et une vache. Je pense que le processus m'a donné le temps de trouver qui est le mieux pour moi – c'est très important, et c'est un signe de respect. J'ai fait mon propre choix, mais j'ai demandé conseil au chef. Je suis plein de confiance dans l'avenir, car tout ce que j'ai obtenu m'aidera à pratiquer l'agriculture et à progresser dans d'autres domaines. »

– **Djekousiem Phelemon, Miandoum V**



« L'an dernier, le projet avait besoin d'un hectare de ma terre et il m'a compensé en une semaine. La compensation était bonne, mais les cinq étapes sont aussi vraiment très utiles. Elles m'ont donné le temps de choisir l'agriculture améliorée. Je vais élever des moutons pendant la saison sèche. Comme je n'ai qu'un hectare pour prendre soin de mes cinq enfants, l'équipement et la formation aideront à rendre ma parcelle de terre plus productive. L'implication des chefs dans le processus permet d'assurer que tout le monde honore ses obligations et de faire un suivi afin de s'assurer que le programme fonctionne bien pour tout le monde. Avant aujourd'hui, je n'avais rien et maintenant le projet nous fournit des compétences, de l'équipement et de l'espoir pour l'avenir. »

– **Denenaibeye Ivone, Miandoum V**

Occupation des terres dans la zone de développement des champs pétroliers

PROGRAMME D'AGRICULTURE AMELIOREE : UNE HISTOIRE A SUCCES

Comme 80 % des personnes qui assistent aux cours du programme formation en agriculture améliorée, Mbairamadji Jasson n'était techniquement pas éligible au programme de compensation de réinstallation du Projet, mais reconnaissant la valeur de la formation il a assisté aux cours, qui sont tous ouverts au public.

Les participants apprennent d'abord des compétences de base de lecture, d'écriture et de mathématiques avant de passer à l'apprentissage des techniques d'élevage et des meilleures pratiques agricoles pour les saisons sèche et pluvieuse. À l'issue des cours, les agriculteurs éligibles reçoivent du bétail et de l'équipement agricole supplémentaire comme des charrues et des voitures à chevaux. Grâce aux compétences qu'il a acquises dans les cours de formation du Projet, Mbairamadji a été capable d'augmenter considérablement sa production, une histoire à succès qui a été racontée par plusieurs stations de radio et journaux tchadiens. Ci-dessous, Mbairamadji et un de ses cinq enfants nourrissent le bétail pendant que ses produits attendent d'être emportés au marché.

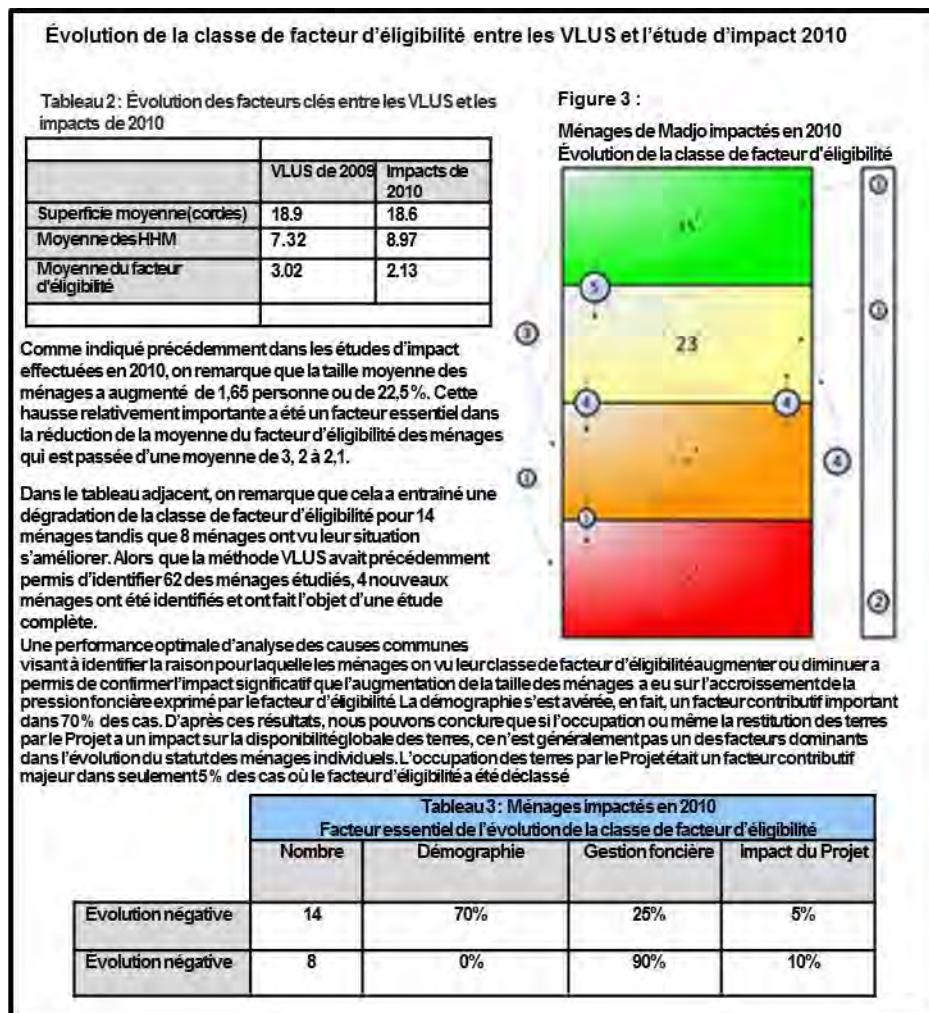


« Après avoir suivi la formation en agriculture améliorée avec le Projet en 2004, j'ai déménagé de Ngalaba pour démarrer cette ferme avec deux vaches. Ça a été le jour le plus important de ma vie. Quand j'ai commencé ici, c'est comme si mon esprit s'ouvrait sur une vision de l'avenir. C'est très important pour ma famille, car nous possédons maintenant un pouvoir économique. Si je n'avais pas suivi la formation, je n'aurais jamais pu atteindre une telle réussite avec cette ferme. Je veux continuer à m'agrandir et j'espère que les gens de la région suivront mon exemple afin d'aider à approvisionner la région. »

– Mbairamadji Jasson, village de Ngalaba

FICHES SIGNALTIQUES DES VILLAGES

Dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour apporter des améliorations continues dans la gestion de l'occupation des terres par le Projet, l'équipe socio-économique du Projet a récemment établi des fiches signalétiques pour chaque village de la zone de développement des champs pétroliers pour surveiller et faire le suivi des impacts du Projet. Ces fiches signalétiques servent de guide de référence aux équipes du Projet et autres parties prenantes externes lors des visites et des consultations des villages, fournissant de précieuses indications sur l'histoire du village et sur ses relations avec le Projet. Des données additionnelles incluent la superficie occupée par le Projet dans la zone du village, des détails sur l'occupation des terres, des données d'étude d'impact et autres informations sur les personnes concernées. Vous trouverez ci-après une page échantillon de fiche signalétique.

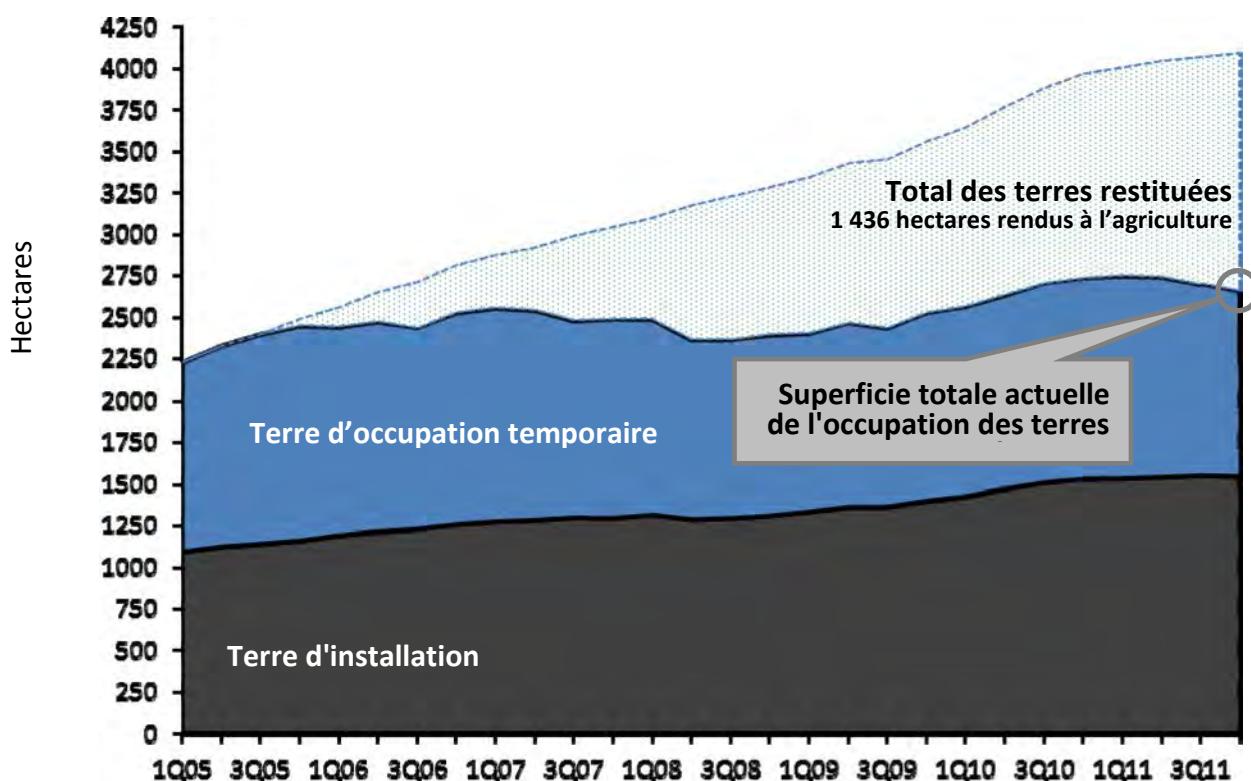


Les fiches signalétiques, qui aident à distiller la vaste quantité d'informations disponibles sur ces villages sous une forme condensée et facile à comprendre, devraient permettre à l'équipe socio-économique de mieux évaluer et vérifier l'adéquation des programmes de compensation communautaire et de réinstallation dans chaque village.

Occupation des terres dans la zone de développement des champs pétroliers

REMISE EN ETAT ET RESTITUTION DES TERRES : MAINTIEN DE LA SUPERFICIE TOTALE DE L'OCCUPATION DES TERRES

Utilisant plusieurs techniques de remise en état des terres, le Projet a limité sa superficie totale d'occupation des terres dans la zone des champs pétroliers à environ le même niveau au cours des six dernières années, depuis la mise en place du plan d'action de gestion de l'occupation des terres. Bien que le programme continu de forage pour développer pleinement les ressources pétrolières du Tchad ait nécessité l'acquisition de terres additionnelles au cours de chacune de ces années, le Projet s'est vigoureusement employé à remettre en état et à rendre à l'agriculture les terres non nécessaires pour remplir les exigences en nouvelles terres.



Comme l'indique ce graphique, la superficie totale de l'occupation des terres par le Projet des six champs de la zone de développement des champs pétroliers a été maintenue à 2 650 hectares. Même avec les besoins en terre découlant du forage supplémentaire, les initiatives du Projet concernant la remise en état et la restitution des terres se poursuivent en rendant à l'agriculture plus de 1 436 hectares de terres occupées par le Projet depuis que le programme de remise en état des terres a commencé.

CONTEXTE : EVOLUTION DE L'OCCUPATION DES TERRES

Programmes PGE de compensation pour l'occupation des terres

Tous les utilisateurs de terres ainsi que les villages ont été dédommagés conformément au Plan de Gestion de l'Environnement approuvé avant la construction du Projet.

Depuis le commencement de la construction en 2000, le Projet a dédommagé environ 12 330 occupants de terrains individuels de 7 000 hectares de terre dans 375 villages sur toute la longueur du Projet de Komé au Tchad à Kribi au Cameroun.

Dans la zone de développement des champs pétroliers, les utilisateurs individuels de terre, soit un peu plus de 5 600 personnes ont été dédommagés pour plus de 3 850 hectares de terre. En fait, le Projet a occupé environ 4 % des 100 000 hectares de terres dans la zone de développement des champs pétroliers. Quand toutes les terres occupées par des constructions temporaires seront rendues, le pourcentage sera juste au-dessus de 1,5 % des 100 000 hectares.

La conformité du Projet aux obligations de compensation du PGE a été documentée dans les rapports de mise à jour du Projet et par le Groupe Indépendant pour le Suivi de la Conformité aux Spécifications du PGE et le Groupe International Consultatif de la Banque Mondiale. (Pour plus de renseignements sur les activités de compensation, consulter la section sur la Compensation). Un ensemble de principes de base a régi l'effort de compensation, dont en particulier :

- Une procédure transparente de compensation pour que tous les habitants du village puissent voir qu'aucun habitant n'est favorisé par rapport aux autres.
- Une sensibilisation aux coutumes et traditions ainsi qu'aux exigences de la législation locale. La plupart des terres dans la zone du Projet sont contrôlées par le village et attribuées par le chef du village. Au Tchad et au Cameroun, presque toutes les terres sont juridiquement la propriété de l'État. Au lieu d'être propriétaires comme en Europe ou aux États-Unis, les fermiers n'ont que l'utilisation des terres pour la culture. Le Projet n'achète donc pas la terre, mais verse des compensations au fermier pour son travail et ses pertes de récoltes, en vertu des dispositions de PGE.
- L'archivage de toutes les transactions de compensation. Chaque paiement est enregistré et va dans un dossier avec une photo de la transaction et l'empreinte digitale du bénéficiaire.
- Éviter la réinstallation des ménages grâce à une reconfiguration du Projet et l'offre de deux alternatives à la réinstallation, la formation aux techniques de culture améliorée et une formation aux métiers non agricoles.

Historique du plan d'action d'atténuation de l'occupation des terres

Tandis que les trois champs pétroliers initiaux étaient en cours de développement et que les résultats de la complétion des puits d'origine commençaient à être obtenus, il est devenu évident qu'il faudrait de nombreux puits supplémentaires pour augmenter la production d'hydrocarbures de la région de Doba. Ces forages supplémentaires et l'infrastructure de collecte des hydrocarbures ainsi que l'alimentation en électricité pour les puits demandaient une occupation de terres plus importante que prévu initialement.

- À la mi-2005, le Projet a commencé à déployer des efforts importants dans le cadre de l'occupation des terres suite à la déclaration d'une situation de non-conformité de niveau II concernant la cadence de la remise en état et de la restitution aux communautés des terres utilisées provisoirement tel que spécifié dans le PGE.
- Au début de 2006, le Projet a libéré les surfaces nécessaires pour commencer à traiter le retard pris sur ses engagements concernant la remise en état des terres afin que celles-ci puissent être rendues aux villages pour des usages agricoles.
- En juin 2006, les auteurs de l'Étude sur l'évaluation du Plan de réinstallation et de compensation du Tchad (*Chad Resettlement and Compensation Plan Evaluation Study*) (Drs Robert Barclay and George Koppert, 2006) ont recueilli des données sur le terrain pour une étude indépendante commandée conjointement par le Projet et la Société financière internationale.
- Vers la fin 2006, le Projet avait mis au point un plan d'action d'atténuation initial sur la base des résultats de l'étude et avait commencé à le mettre en œuvre.
- Le plan d'action final d'atténuation de l'occupation des terres, adopté en avril 2007, a amélioré le plan initial avec la collaboration du Service du développement social et de l'environnement de la Société financière internationale. Pour consulter le texte complet du plan d'action finalisé et les documents connexes, voir le site Web du Projet : www.essochad.com.
- Au début de 2008, une équipe de spécialistes affectée à la mise en œuvre du plan d'atténuation de l'occupation des terres a réalisé tous les engagements de travail de la première année tels qu'énoncés dans le plan.
- À la fin 2010, tous les travaux étaient achevés dans les neuf domaines d'action des catégories de travaux du plan d'origine et les composantes des plans d'action d'atténuation de l'occupation des terres étaient intégrées dans les processus d'acquisitions foncières journalières du Projet.
- En 2011, le Projet a lancé une nouvelle phase d'amélioration de ses travaux d'atténuation de l'occupation des terres dans la zone de développement des champs pétroliers, en créant des outils améliorés d'évaluation de l'impact de l'occupation des terres pour répondre plus rapidement aux situations en constante évolution des individus et des villages concernés.

Emploi local

Les contributions du Projet aux économies des pays hôtes au 2011 comprenant les salaires versés aux tchadiens et aux camerounais s'élèvent à 72 milliards de FCFA (153 millions de dollars).

- près de 6 500 nationaux sont employés par EEPCL, COTCO, TOTCO et leurs sous-traitants, et représentaient environ plus de 88 % de la main-d'œuvre totale à la fin 2011. L'accroissement du nombre de personnes employées au Tchad est la conséquence d'une attention accrue accordée à la sécurité et à la protection contre les vols dans la zone de développement des champs pétroliers.
- Plus de deux tiers des tchadiens et des camerounais travaillant pour le Projet occupent des postes semi-qualifiés, qualifiés ou de supervision bien rémunérés.

SALAIRS

- Les salaires payés aux employés tchadiens au troisième trimestre 2011 se sont élevés à 15,8 milliards de FCFA (34,7 millions de dollars). Au quatrième trimestre, les salaires se sont élevés à 16,1 milliards de FCFA (33,0 millions de dollars).
- Au troisième trimestre de 2011, les salaires payés aux employés camerounais se sont élevés à 2,8 milliards de FCFA (6,0 millions de dollars). Au quatrième trimestre, les salaires se sont élevés à 2,7 milliards de FCFA (5,5 millions de dollars).

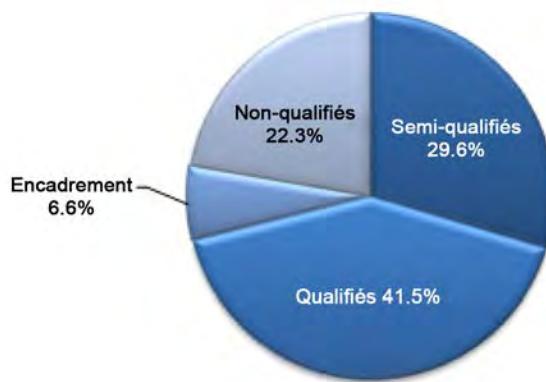
Récapitulatif de la main-d'œuvre du Projet par trimestre¹ (en équivalents temps plein²)

	1 ^{er} T 2011			
Tchad				
Nationaux	5 193	5 061	5 365	5 443
Expatriés	820	903	884	839
Total Chad	6 012	5 964	6 249	6 282
Cameroun				
Nationaux	1 082	1 040	1 079	1 036
Expatriés	69	66	69	66
Total Cameroun	1 151	1 106	1 148	1 103
Total du Project	7 163	7 070	7 396	7 385

1. Les estimations des salaires et de la main-d'œuvre du Projet sont basées sur les dernières informations disponibles et pourraient faire l'objet d'un ajustement dans de futurs rapports.
2. Appelés aussi ETP. Pour plus d'informations sur les rapports de statistiques d'emploi établis à l'aide des ETP, voir la section Contexte à la fin du présent chapitre.

NIVEAU DE QUALIFICATION DES EMPLOYES LOCAUX

À la fin de 2010, plus 71 % des tchadiens et des camerounais travaillant pour le Projet avaient des postes qualifiés ou de qualification intermédiaire, et plus de 6% avaient des postes de supervision. Les postes qualifiés correspondent à des postes d'opérateurs en salle de contrôle, de techniciens sur champs pétrolier, de techniciens en construction, en mécanique, en électricité et en instrumentation, de surveillants du PGE ou de soudeurs. Des exemples de postes de qualification intermédiaire comprennent des aides cuisiniers, des gardes de sécurité et des assistants soudeurs.



PROGRAMME DE FORMATION EN COMPETENCES D'ENTREPRISE : DEVELOPPER DES EMPLOYES NATIONAUX QUI ASSUMERONT DES FONCTIONS DE DIRECTION

Le programme de formation en compétences d'entreprise aide à préparer le personnel tchadien et camerounais à occuper des postes de gestion et de direction au sein du Projet. Depuis la création du programme en 2003, plus de 900 employés y ont participé soit de manière volontaire, soit sur recommandation de leurs superviseurs.

Les gestionnaires du Projet font constamment état de l'amélioration des compétences et des performances des employés qui suivent la formation. Le succès du programme est évident étant donné qu'un grand nombre de participants ont été promus à des fonctions de supervision ou de gestion au sein du Projet. En 2011, plus de 50 % des superviseurs du Projet étaient des nationaux tchadiens ou camerounais.



« Bien des compagnies sont réticentes à former leur personnel, car elles craignent que leurs employés vont les quitter pour obtenir de meilleures opportunités, mais cette société déploie beaucoup d'efforts pour développer notre main-d'œuvre nationale. Nous mettons les étudiants à l'épreuve et rendons les sessions interactives et intéressantes. Nous savons que la formation marche bien, car plus de la moitié de nos postes de supervision sont maintenant occupés par des employés nationaux. Et pour cette raison, je retire une grande satisfaction de mon travail en sachant que ce je fais contribue à améliorer cette organisation et les mains-d'œuvre nationales du Tchad et du Cameroun. » – **Gotram Ngaralbaye**,

Coordinateur de vérification des compétences et de formation

Chaque année des douzaines d'employés tchadiens se rendent à Komé pour participer à plusieurs journées de cours interactifs reliés au Projet comme celui-ci-dessous, où les étudiants jouent avec une balle dans le cadre d'un exercice de synergie de groupes. Les cours traitent de sujets tels que la rédaction commerciale, les équipes efficaces et les incontournables culturels, la résolution des problèmes et les prises de décision et la collaboration et l'influence positive Influence.



« Quand je suis devenu coordinateur principal des opérations logistiques, mon directeur m'a recommandé de suivre plusieurs cours du programme de formation en compétences d'entreprise pour poursuivre mon développement professionnel. Cela fait normalement partie de la culture qui existe ici, au sein du Projet. Les cours que j'ai suivis m'ont été très utiles. Par exemple, dans le cours sur la résolution des problèmes j'ai acquis un cadre de référence pour aborder les problèmes que je peux appliquer partout. La formation à la sensibilisation culturelle nous a aidé à comprendre une multitude de points de vue dans le but de réaliser des objectifs communs. Je recommanderais à tout le monde ici de suivre ces cours et, en sachant ce que je sais maintenant, j'ai la certitude d'être un membre d'équipe plus productif. » – Moustapha Haggag, Coordinateur principal des opérations



« La formation sur la rédaction commerciale a été une de mes formations les plus mémorables et a été très importante pour moi en tant qu'ingénieur électricien. La session sur la diversité culturelle était également importante. En travaillant avec autant de personnes d'origines, d'appartenances ethniques et aux accents différents, la communication peut s'avérer difficile sans une formation appropriée. Par la suite, plusieurs collègues et moi-même avons tous admis que ces cours nous avaient appris des choses dont nous ignorions même l'existence. Cette formation a un impact sur le personnel tchadien, car les connaissances sont transférées, que les employés continuent à travailler ici ou soient amenés à occuper d'autres postes au Tchad. » – Hassane Kara, Ingénieur électricien

SURVEILLANCE DES RESERVOIRS : UN EMPLOYÉ TCHADIEN JOUE UN RÔLE CLÉ DANS UNE MISSION COMPLEXE

L'équipe de surveillance des réservoirs du bassin pétrolifère du Projet est traditionnellement basée aux États-Unis. Toutefois, en 2011, un ingénieur tchadien est devenu le premier membre de l'équipe à exercer ses fonctions à partir du siège du Projet à N'Djamena. Abdelkerim Issa, l'un des premiers ingénieurs tchadiens engagés par le Projet, a été accompagné par un mentor et formé pour poste hautement qualifié à Houston. À la suite de sa formation à Houston, Issa a assumé diverses fonctions en matière de développement dans les services du PGE, de l'ingénierie de réservoir et de la planification. Cette vaste expérience des différents aspects du Projet l'a aidé à comprendre le caractère complexe de la surveillance des réservoirs et les questions socio-économiques et environnementales qui jouent un rôle dans une mise en place optimale des puits.

L'équipe de surveillance des réservoirs a la tâche complexe d'évaluer les réservoirs de pétrole souterrains du Projet et de prendre des décisions de forage stratégiques en utilisant toutes les données dont elle dispose. L'équipe utilise des techniques de modélisation et de simulation par ordinateur pour faire des estimations des emplacements, de la taille et de la capacité de production des puits actuels et des emplacements de puits potentiels. Son travail permet également de déterminer la maintenance et la stimulation nécessaire pour soutenir les niveaux de production. En se basant sur le travail de l'équipe de surveillance, le Projet a foré des centaines de puits de production et générée des milliards de dollars de revenus pour le Tchad à partir de cette précieuse ressource. Issa a fait une présentation technique à la Conférence *Chad International Oil, Mining and Energy (CIOME)* 2011 (ci-dessus), à laquelle assistait le Premier ministre du Tchad et des centaines de personnes intéressées ou impliquées dans l'industrie internationale de l'énergie. Pour plus de précisions sur cette conférence, voir le chapitre *Production et Construction*.



« La société prend des décisions majeures sur des investissements en production en se basant sur nos simulations. Si l'équipe de surveillance ne faisait pas bien son travail, la production diminuerait, et la société ainsi que le Tchad en subiraient les conséquences. Que la société accepte maintenant que ce travail important soit effectué au Tchad et par un tchadien est pour moi d'une importance capitale. Je suis honoré que la société me confie cette énorme responsabilité et cette tâche complexe. »— **Abdelkerim Issa, Ingénieur de réservoir**

CONTEXTE : RAPPORT SUR L'EMPLOI LOCAL

Le rapport de mise à jour du Projet présente maintenant un rapport sur les statistiques d'emploi local en fonction d'équivalents temps plein ou ETP. L'établissement du rapport en ETP permet de prendre en compte la grande diversité des quarts de travail et de rotation de la main-d'œuvre du Projet ainsi que les variations saisonnières dans les types d'emplois rencontrés dans le cadre du Projet.

- Un grand nombre de salariés du Projet ont des horaires de rotation, travaillant par exemple en tandem avec un autre salarié qui prend la relève. Les salariés en rotation travaillent généralement pendant 28 jours d'affilée, puis sont en congé pendant 28 jours, mais lorsqu'ils sont de service ils travaillent sept jours par semaine, 12 heures par jour.
- D'autres salariés, qui ont un emploi jour-jour, font des quarts de travail du lundi au vendredi pendant des journées plus courtes, mais sont de service pendant la plus grande partie de l'année sans période d'arrêt par rotation.
- Une autre catégorie de salariés comprend les personnes souvent embauchées dans les villages à proximité des installations du Projet, qui ont des contrats temporaires et ne travaillent que quelques semaines à la fois dans le cadre de projets spéciaux tels que la maintenance de l'emprise du pipeline.

La conversion de tous ces régimes de travail à la norme d'équivalents temps plein, basée sur des heures de travail réelles, donnera une image cohérente et plus précise des emplois du Projet au niveau local.

Débouchés économiques locaux

Depuis que le Projet a commencé, le montant total de ses achats effectués auprès des fournisseurs locaux a approché 1,4 trillion de FCFA (2,6 milliards de dollars) dans le cadre d'un engagement continu ayant pour objectif de soutenir les entreprises locales et de suivre les directives établies par le PGE.

STATISTIQUES DES ACHATS EFFECTUÉS AUPRÈS DES FOURNISSEURS LOCAUX

Le montant total des achats effectués par le Projet auprès des fournisseurs locaux a approché les 102,7 milliards de FCFA (plus de 217,2 millions de dollars) en 2011.

- Au Tchad, les achats des quatre derniers trimestres se sont élevés à 78,7 milliards de FCFA (plus de 166 millions de dollars), portant le montant total des achats à ce jour au Tchad à presque 925,1 milliards de FCFA (près de 1,75 milliard de dollars).
- Au Cameroun, les achats des quatre derniers trimestres se sont élevés à 24 milliards de FCFA (plus de 50 millions de dollars), portant le montant total des achats à ce jour au Cameroun à presque 500 milliards de FCFA (environ 872 millions de dollars).

Achats du Projet auprès des fournisseurs locaux¹ (en milliards de FCFA)

	1 ^e T 2011	2 ^e T 2011	3 ^e T 2011	4 ^e T 2011	Total 2011	Total à ce jour
Tchad	23,9	16,5	18,2	20,2	78,7	925,1
Cameroun	7,2	5,1	5,5	6,2	24,0	512,5
Total du Project	31,1	21,6	23,7	26,4	102,7	1 437,6

1. Ce tableau a été préparé avec les données les plus récentes. Les données des trimestres précédents ont été mises à jour et incluent les données enregistrées en retard.

RESTAURATION: LES SERVICES DE RESTAURATION DE KOME SE PROCURENT TOUS LEURS LEGUMES AUPRES DES FOURNISSEURS LOCAUX

Tous les légumes servis dans les cafétérias de la zone de développement des champs pétroliers du Projet proviennent maintenant exclusivement des fournisseurs locaux. C'est une étape primordiale pour le Projet, qui œuvre continuellement à étendre l'utilisation des services des entreprises locales. Le Projet achète actuellement 65 % de sa viande de bœuf et d'agneau ainsi qu'une grande variété de fruits auprès des fournisseurs locaux.



Le Projet travaille avec les fournisseurs locaux pour négocier des contrats de trois mois pour le compte des agriculteurs. Tous les trois mois, les fournisseurs font l'objet d'un roulement pour encourager une concurrence loyale et donner à un plus grand nombre d'agriculteurs l'occasion de participer et de bénéficier des avantages économiques des services de restauration du Projet. Grâce à un approvisionnement garanti et régulier de produits divers, le personnel de restauration est en mesure de proposer un plus grand choix de menus pour les 1 700 repas qu'il sert chaque jour.



« Mon partenaire et moi fournissons des produits alimentaires au Projet depuis 7 ans. Nous cultivons du riz pendant la saison des pluies et des oignons, des tomates, des poivrons, des aubergines et des pastèques pendant la saison sèche. Notre entreprise s'est agrandie à la suite des achats locaux du Projet à Doba, et nous avons même ajouté de nouveaux fruits et légumes à nos cultures. Le Projet investit également en nous en nous prêtant les semences qu'il veut que nous cultivions pour que nous puissions mieux satisfaire à leur demande. » – Alhadj Bello Kawa, Agriculteur local

« Au Tchad, nous obtenons une meilleure production de bon nombre de produits locaux qu'autrement nous ne le ferions en les importants. C'est pourquoi, nous achetons la totalité de nos légumes frais localement maintenant. La cuisine est ma passion et j'ai travaillé toute ma vie dans ce secteur partout dans le monde. J'aime travailler ici avec les Tchadiens – en fait, le Tchad est le meilleur endroit où j'ai travaillé. » – Deepak Shriram Tare, Directeur des services de restauration CIS



BOCOM: UNE COMPAGNIE CAMEROUNAISE MOBILISE LE SOUTIEN DU PROJET POUR UNE CROISSANCE RAPIDE

BOCOM, un sous-traitant de gestion des déchets camerounais qui a connu une croissance et un succès spectaculaire comme fournisseur local du Projet, a récemment signé un nouveau contrat pour transporter et gérer tous les déchets dangereux du Projet dans la zone de développement des champs pétroliers.

Le partenariat de COTCO avec la compagnie remonte à 2001, quand le Projet venait de démarrer ses activités de construction et qu'il n'existant aucune infrastructure pour soutenir la gestion des déchets. À l'époque, BOCOM était une micro-entreprise de Douala n'ayant que quatre employés, axée exclusivement sur le recyclage de l'huile à moteur usée. COTCO a engagé BOCOM pour traiter ses déchets dangereux, à condition que la compagnie puisse répondre aux exigences élevées du Projet. Une fois cet accord établi, BOCOM a été en mesure d'obtenir un prêt pour acheter et installer l'incinérateur de haute technicité requis pour effectuer un travail semblable à celui qui est montré ci-dessous.



COTCO, qui était le seul client de BOCOM à l'époque, a aidé la compagnie à élaborer des procédures de gestion des déchets et à améliorer ses procédures en matière de sécurité, de santé et d'environnement en vue de répondre aux normes internationales. COTCO a également organisé pour les employés de BOCOM de nombreuses sessions de conduite défensive, de formation sur la sécurité et la gestion des déchets. Les revenus générés par les besoins d'élimination des déchets de construction du Projet ont entraîné une croissance spectaculaire de la compagnie. Le fonds de roulement de BOCOM a décuplé dès la première année et à nouveau l'année suivante –un facteur d'augmentation de cent en seulement deux ans. Au moment où les besoins de gestion des déchets du Projet ont commencé à diminuer avec la fin des activités majeures de construction, BOCOM était devenue une compagnie suffisamment établie pour pouvoir acquérir de nouveaux clients et, en 2006, COTCO représentait tout juste 6 % des revenus de gestion de déchets de BOCOM.

Débouchés économiques locaux

COTCO a continué à fournir une expertise technique à la compagnie, incluant un contrôle des émissions des cheminées d'échappement de l'incinérateur de BOCOM. À l'instar du Projet, BOCOM accorde une grande importance à la sécurité dans tous les aspects de ses opérations. La compagnie a récemment remporté un prix pour avoir achevé une période de cinq ans sans un seul accident entraînant un arrêt de travail.



« Chez BOCOM, nous apprécions beaucoup COTCO qui a été une source d'inspiration pour notre compagnie dès le début. En tant que l'un de nos tous premiers partenaires, la société nous a initié à ses normes élevées de sécurité – le Projet est une société très responsable tant du point de vue de la gestion écologique des déchets que du point de vue de la sécurité. Notre croissance est maintenant fondée sur un besoin croissant d'élimination écologique des déchets. Notre mission est de protéger l'environnement, et beaucoup a été accompli à cette fin au Cameroun ; mais il y a encore beaucoup à faire. Les normes élevées du Projet créent un effet d'entraînement, en exigeant la même excellence des sous-traitants, qui se doivent d'introduire ces mêmes principes auprès d'autres clients. Si nous pouvons aider à sensibiliser davantage les gens, nous aurons alors atteint notre objectif. » – Adinwo Mah Sama, Directrice générale, BOCOM

Aujourd'hui, BOCOM emploie plus de 1 000 employés, continue à diversifier ses services et à investir dans des installations additionnelles pour tirer parti de la demande croissante pour une élimination responsable des déchets à travers l'Afrique centrale. L'ajout d'une unité de recyclage de batteries a permis à la compagnie de rechercher de nouveaux débouchés commerciaux, en produisant notamment des lingots de plomb (en bas à gauche) pour les vendre en Afrique et en Europe, et en recyclant des revêtements plastique en toitures (ci-dessous, en haut à droite), en bardeaux et en pavés pour voie piétonne (ci-dessous, en bas à droite). La compagnie s'est également diversifiée en distribuant des produits pétroliers au Cameroun.



SOUTIEN DES ENTREPRISES LOCALES DANS LE VOISINAGE DE LA ZONE DES CHAMPS PETROLIERS

Le programme d'agriculture améliorée du plan d'action d'atténuation de l'occupation des terres est avantageux à la fois pour les fermes et les entreprises locales dans la zone de développement des champs pétroliers. Alors que les agriculteurs locaux en profitent directement, la demande pour de nouveaux équipements agricoles, tels que des bergeries, des silos à grains et des abreuvoirs (ci-dessous), soutient aussi l'industrie locale. Pour de plus amples informations sur le programme d'agriculture améliorée du Projet, voir le chapitre *Occupation des terres dans la zone de développement des champs pétrolier*.



« Ma relation avec le Projet m'a appris énormément de choses, notamment comment opérer en toute sécurité, comment fournir des produits possédant les normes de qualité d'Esso et comment organiser de grands projets. Travailler avec une société multinationale comme Esso me donne aussi de la crédibilité pour générer davantage d'activités commerciales avec d'autres clients. Parallèlement, cela m'a aussi fourni le capital nécessaire pour agrandir mon entreprise. Grâce à l'appui continu d'EEPCI, mon entreprise continue à se développer et je cherche même à étendre mes activités aux marchés internationaux. Cette relation signifie que les propriétaires de petites entreprises comme moi bénéficient des ressources pétrolières de notre pays. » – **Djasrangam Ngaryom, EBER**, qui fabrique des bergeries que le Projet distribue dans le cadre de son programme de compensation.

*« Quand nous avons démarré cette entreprise 10 ans auparavant, nous n'avions en tout que 15 employés ; or, nous employons maintenant plus de 300 personnes. En travaillant avec Esso, nous nous sommes non seulement agrandis, mais nous avons aussi beaucoup appris, surtout dans le domaine de la sécurité qui, sur le long terme, est un élément vraiment important pour une compagnie comme la nôtre. Travailler avec une grande société organisée comme Esso nous aide aussi à en apprendre plus sur l'organisation et la gestion des projets à grande échelle – en allant de la construction et de la facturation jusqu'à la gestion environnementale et la sécurité ; tous ces aspects se sont améliorés. Je suis vraiment reconnaissant de ce partenariat avec Esso. » – **Dol Douguititi**, Directeur de la Technologie, Solvet, qui fabrique des silos à grains que le Projet distribue dans le cadre de son programme de compensation.*

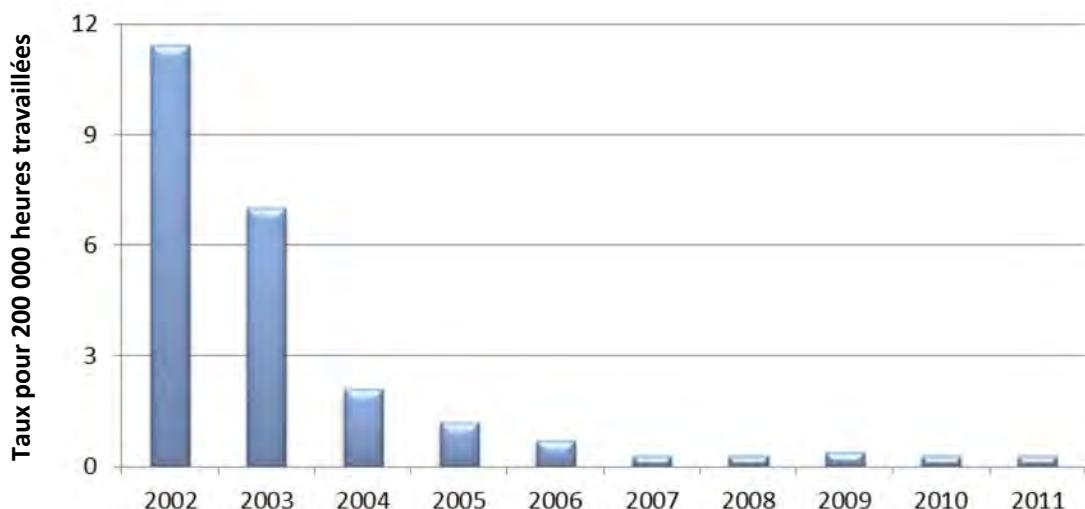


*« Travailler avec Esso a contribué à transformer notre magasin artisanal en une entreprise industrielle. Nous volume de production est en hausse et nous commençons à être connu pour le travail que nous faisons. Cette commande à elle seule a créé 10 emplois, ce qui a aidé 10 familles. Elle nous a aussi permis d'acheter de l'équipement spécialisé, qui nous rend concurrentiel dans des marchés spécialisés qui nous étaient autrefois fermés. Ces contrats sont tout aussi importants que les contributions sociales d'Esso, car ils apportent une aide directe aux petites entreprises. Nous ne devons pas non plus nous en remettre à l'État, ce qui en soi est une contribution sociale. À nos yeux, cela montre qu'Esso se soucie des petites entreprises et de la population du Tchad. Nous espérons avoir une coopération à long terme avec Esso – qui sait ce que l'avenir nous réserve ? » – **Nekar René** – Directeur de la Technologie, Société Touka et Fils, qui fabrique des abreuvoirs que le Projet distribue dans le cadre de son programme de compensation.*

Santé

Une variété de programmes de prévention du paludisme dans le lieu de travail ont permis de maintenir le taux d'infection à un niveau faible. Le taux annuel de 0,30 cas chez le personnel non immunisé pour 200 000 heures travaillées était approximativement le taux atteint par le Projet dans les cinq dernières années.

Taux d'infection du paludisme (personnel non immunisé)



Le taux d'infection par le paludisme à l'échelle du Projet pour les employés non immunisés a considérablement décliné au cours des sept dernières années de prévention intensive du paludisme. Comme le schéma l'indique, le taux annuel de cas pour 200 000 heures travaillées a fortement diminué : il atteignait 11,44 cas en 2002, date de la dernière année complète de construction du pipeline d'exportation. Le Projet a atteint un taux de 0,30 cas pour 200 000 heures travaillées en 2011.

Pour de plus amples informations sur les efforts intensifs du Projet dans sa lutte contre le paludisme dans les communautés de la zone du Projet au Tchad et au Cameroun, voir le chapitre *Investissement communautaire*.

CONSULTATIONS DANS LES CLINIQUES DU PROJET

Le Projet a offert dans ses cliniques plus de 20 000 consultations médicales gratuites aux employés, un avantage social apprécié au Tchad et au Cameroun où les soins médicaux peuvent être difficiles à obtenir, surtout dans les zones rurales. La plupart de ces soins étaient dus à des conditions médicales n'ayant aucun lien avec l'activité professionnelle.

Consultations dans les cliniques du Projet

	1 ^e T 2011	2 ^e T 2011	3 ^e T 2011	4 ^e T 2011
Tchad	4 488	4 396	5 008	3 265
Cameroun	860	802	862	778
Total du Project	5 348	5 198	5 870	4 043

Données sur la santé des employés du Projet

	MST ¹		Événements SSS ² (sauf paludisme et MST)		Hospitalisations/ Observations		Medevacs	
	3 ^e T 2011	4 ^e T 2011	3 ^e T 2011	4 ^e T 2011	3 ^e T 2011	4 ^e T 2011	3 ^e T 2011	4 ^e T 2011
Tchad	69	57	99	65	3	5	1	2
Cameroun	11	3	0	0	4	1	0	0
Total du Project	80	60	99	65	7	6	1	2

1. MST : Maladies sexuellement transmissibles. 2. SSS : Service d'avertissement anticipé pour identifier les changements dans les taux de maladies. Certaines maladies couvertes par le système SSS comprennent les maladies gastro-intestinales et les maladies respiratoires. Le SSS met l'accent sur d'autres maladies à part les deux qui ont été prioritairement ciblées : le paludisme et les maladies sexuellement transmissibles. Les tendances relevées dans le taux des maladies peuvent aider les spécialistes de la santé du Projet à déceler un problème sanitaire avant que celui-ci n'atteigne un niveau épidémique.

LE PROJET FOURNIT UNE VASTE GAMME DE SERVICES DE SANTE AUX EMPLOYES ET AU PUBLIC

Le département de médecine et d'hygiène du travail (MOH) ne se limite pas offrir une médecine d'urgence ou à administrer le régime de prestations de soins de santé des employé ; il gère toute une série de problèmes de santé au Tchad et au Cameroun. Les services du département se divisent en 4 catégories principales:

Santé au travail: MOH offre des soins médicaux préventifs, routiniers et d'urgence à tout le personnel cadre et à ses employés. Avant d'être embauchés, tous les postulants à un emploi sont soumis à une évaluation relative à des problèmes de santé potentiels. Par la suite, tous les employés passent des examens médicaux tous les 12 à 36 mois (selon l'âge) pendant toute la durée de leur emploi. Le département de médecine et d'hygiène du travail (MOH) fait un suivi régulier des employés qui sont exposés à des dangers potentiels pour la santé. Par exemple, les employés exposés à des bruits intenses doivent régulièrement passer des examens de l'audition pour vérifier l'efficacité des précautions de sécurité préventive. Les responsabilités additionnelles du MOH relatives à la santé au travail sont : la gestion des accidents du travail et des maladies professionnelles, l'inspection de tous les aliments arrivant aux services de restauration du camp, les directives relatives à une hygiène adéquate et les procédures de sécurité applicables aux cuisines.

Hygiène industrielle: Les problèmes de santé publique au Tchad et au Cameroun pourraient potentiellement affecter n'importe lequel des milliers d'employés du Projet. Pour répondre aux problèmes de manière proactive, le MOH évalue l'environnement de travail en fonction des risques pour la santé et prodigue des conseils et administre des programmes visant à atténuer ou à éliminer, si possible, tout risque pour la santé sur le lieu de travail.

Santé publique: Pour répondre de manière proactive aux problèmes de santé publique qui affectent potentiellement n'importe lequel des milliers d'employés du Projet, le MOH administre des programmes de contrôle et de gestion des maladies infectieuses et organise périodiquement des ateliers sur les questions de santé publique pertinentes à l'intention du personnel cadre.

Sensibilisation à l'égard des communautés: Reconnaissant le lien qui existe entre les problèmes de santé du Projet et la communauté locale, le MOH apporte son appui aux aspects relatifs à la santé des activités de sensibilisation du Projet à l'égard des communautés et collabore depuis de nombreuses années avec le gouvernement tchadien en partageant son expertise internationale et en participant activement aux comités techniques du Ministère de la Santé publique tchadien axés sur le paludisme et les épidémies.

Alors qu'un grand nombre des membres de ces comités sont des ONG, EEPCL est une des rares sociétés du secteur privé à faire un investissement aussi important dans les questions de santé publique du Tchad. En raison de sa participation, l'apport du Projet à ces comités contribue souvent à façonner la politique sanitaire nationale.

« Nous possédons une solide expérience internationale en hygiène du travail et en santé publique et nous sommes déterminés non seulement à préserver la santé et la sécurité de tous nos employés, mais aussi à partager nos connaissances au profit de tous les Tchadiens, que ce soit par le biais de nos diverses relations avec le gouvernement ou en conseillant d'autres sociétés exerçant des activités au Tchad. J'éprouve une grande fierté en voyant à quel point la culture de la sécurité et de la santé tchadienne s'est améliorée et c'est l'un des nombreux éléments importants de mon travail. »—

Dr Karbet Djedouboum, MD, Médecine et Hygiène du travail, EEPCL



LES CLINIQUES DU PROJET: DISPENSER DES SOINS DE QUALITE AUX EMPLOYES ET A LEURS FAMILLES

Exploitées par International SOS, une des principales compagnies internationales de soins de santé et d'assistance médicale, les cliniques médicales du Projet situées dans les zones des champs pétroliers et du pipeline sont accessibles à tous les employés et sous-traitants en cas d'accidents de travail, de maladies professionnelles ou d'urgences. Outre les traitements médicaux journaliers ou d'urgence, les cliniques offrent un éventail de services préventifs dans le cadre de leur approche globale des soins de santé aux employés. Le Projet effectue régulièrement des tests de santé cardiaque à l'aide de l'un des électrocardiographes disponibles sur site, des tests audiométriques (ci-dessous) pour détecter les anomalies auditives, et une formation en secourisme.



Pour d'éventuels maladies ou accidents graves, les cliniques (à gauche) disposent de salles de traitement pour les malades hospitalisés et des ambulances toujours prêtes à intervenir (ci-dessus) ; ces cliniques travaillent aussi en collaboration avec les hôpitaux locaux de Doba et de Bebedjia afin de fournir une gamme complète de services de traitement. Dans les cas nécessitant des soins médicaux spécialisés, les patients peuvent être transportés dans des hôpitaux au Cameroun, en Afrique du Sud, en France et en Tunisie.

À N'Djamena, tous les employés et les membres de leurs familles ont accès à une clinique dédiée du Projet. Ci-dessous, Ngardobe Mousa s'occupe de la famille de sa sœur à N'Djamena pendant que celle-ci travaille dans les champs pétroliers de Komé. En raison de la couverture complète fournie par le régime de soin de santé du Projet, qui est unique au Tchad au point de vue accessibilité, prix et qualité, Mousa a pu amener sa nièce à la clinique pour vérifier la cause d'une toux persistante.



« Ce n'est pas facile d'aller à l'hôpital au Tchad – vous devez avoir suffisamment d'argent pour payer d'avance et en espèces, et vous pouvez attendre toute une journée avant de voir un médecin. Ici, nous n'avons attendu que 10 minutes. En ayant accès aux cliniques du Projet, j'ai vraiment le sentiment que les soins de santé sont disponibles en tout temps et ma sœur est rassurée de savoir que pendant qu'elle travaille, on prend soin de sa famille de façon aussi professionnelle. » – **Ngardobe Nodjingue Mousa, le frère d'une employée du Projet.**

Quand un sous-traitant du Projet, Djasbe Lobe s'est légèrement blessé au doigt dans l'installation de traitement centrale de Komé, il a été en mesure de recevoir immédiatement des soins dans une clinique du Projet à proximité. Un médecin du Projet a examiné la blessure et a appliqué sans tarder le traitement approprié sur la plaie, permettant ainsi à Lobe de retourner au travail dans les 90 minutes qui ont suivi. Ci-dessous, l'infirmier du Projet, Tabadem Olivier, change le pansement de la plaie de Lobe dans le cadre de ses soins de suivi.



« Quand je me suis blessé au doigt en déplaçant un compresseur du magasin, la clinique m'a soigné sans délai et j'étais de retour au travail dans les deux heures qui ont suivi. Le médecin et les infirmiers qui m'ont soigné ont été très professionnels. Si cette clinique n'avait pas été là, il aurait fallu que je voyage très loin pour me faire soigner et il y a une grande différence entre les hôpitaux publics et privés ici. J'ai vraiment de la chance d'avoir accès à cet établissement. » – **Djasbe Lobe, Coordinateur de matériaux**

LA LUTTE CONTRE LE PALUDISME A DOUALA: UNE INITIATIVE AU PROFIT DU MILIEU DE TRAVAIL ET DES COMMUNAUTES

Les travailleurs de plus de cinquante petites et moyennes entreprises qui font affaire avec COTCO auront maintenant accès aux ressources de prévention et de contrôle du paludisme qui sont normalement réservées aux plus grands vendeurs et fournisseurs. Cette nouvelle initiative est le résultat d'une subvention d'un montant de 250 000 \$ octroyée par le Projet à la *Business Coalition against Malaria, Tuberculosis and HIV/AIDS in Cameroon* (CCA/SIDA). Ce nouvel effort déployé au profit des plus petites compagnies travaillant avec COTCO fait partie de l'initiative antipaludique d'ExxonMobil, un effort mondial pour combattre cette maladie mortelle en Afrique subsaharienne.



« En tant que médecin, je comprends les effets du VIH, du paludisme et de la tuberculose. Ces petites compagnies sont vulnérables, car elles disposent de moins de ressources, notamment en matière d'assurance maladie, d'installations, voire de véritable compréhension du paludisme. L'éducation est la première étape vers l'amélioration de la santé. L'appui de la Fondation ExxonMobil a ces programmes ciblés et localisés aura un impact important sur ces communautés et à l'échelle nationale. COTCO est la première société multinationale que je vois investir dans des programmes de sensibilisation communautaire comme celui-ci. À mes yeux, cela prouve qu'elle se soucie des moyens d'existence de ces communautés. » – Dr Dina Nfon Priso Jeanne, Secrétaire permanente, CCA/SIDA



En mettant l'accent sur la prévention, la CCA cible à la fois les communautés résidentielles et le lieu de travail dans le cadre de sa stratégie de contrôle national du paludisme. Les vendeurs et les fournisseurs de COTCO qui feront partie du nouveau programme ne possèdent pas actuellement de programme antipaludique. Dans un premier temps, CCA/SIDA effectuera une étude de base afin de déterminer les données sanitaires et les capacités actuelles de ces compagnies. L'organisation tiendra ensuite des ateliers aux alentours de Douala pour former plus de 200 éducateurs bénévoles, appelés relais, en vue d'aider à éduquer les compagnies dans leurs communautés respectives sur les risques et la prévention du paludisme. Le programme devrait atteindre ainsi 7 000 travailleurs et leurs familles, en les armant de connaissances et de ressources pour lutter contre le paludisme.

Le succès du programme sera mesuré quantitativement du point de vue amélioration des pratiques préventives des travailleurs, environnements sans moustiques et développement et adaptation du modèle local au niveau national. Pour en savoir plus sur les efforts déployés par le Projet pour lutter contre le paludisme, veuillez consulter le chapitre *Investissement communautaire*.



« Je me considère comme une formatrice de formateurs et ce programme fait la même chose. Ce cycle est très important pour que l'éducation continue à se répandre. Cette session est destinée aux relais communautaires, mais je vais aussi former des collègues éducateurs, qui deviendront aussi des formateurs de formateurs. C'est ce qui rend le programme si efficace. La formation sauvera des vies en montrant aux gens l'importance de la prévention dans la lutte contre le paludisme. » – Bena Irene, Formatrice, Santé nationale

« Il est primordial que j'assiste à cette réunion pour pouvoir être un relais communautaire efficace. Cette formation m'aidera à éduquer, former et changer les comportements dans ma communauté. Il existe de nombreux mythes associés au paludisme dans ma communauté – par exemple, nous avons cru pendant longtemps que seul le sida tue ; or, nous savons maintenant qu'en fait le paludisme est le tueur numéro un. Récemment, ma belle-sœur a même vu deux de ses enfants emportés par le paludisme. Les personnes qui sont ici transmettront ces connaissances à leurs communautés, et ces connaissances se répandront même au-delà de leurs communautés, à travers tout le pays. » – Madame Saha Eveline, CCA, Relais communautaire du village de Ndokotti à l'intérieur de Douala



« Le paludisme existe partout au Cameroun – même dans les grandes villes. La prévention du paludisme ici à Douala est toute aussi importante que partout ailleurs au Cameroun. Et chacun de ces relais communautaires peut éduquer 10, 20 ou même 50 familles dans leurs communautés respectives. Je suis très fier d'avoir le privilège d'accueillir cette session qui aura un aussi grand impact. COTCO et la Fondation ExxonMobil accomplissent des activités très importantes par le biais de la CCA. Je suis très fier que COTCO soit active dans mon village et je salue l'excellent travail qu'elle accomplit pour la communauté. » – Christian Epagna Sossa, Chef traditionnel, Bonadoum

Investissement communautaire

UNE EQUIPE DU PROJET AIDE MOUNDOU A INSTALLER DES GENERATEURS D'ELECTRICITE

En 2011, la ville de Moundou dans le sud tchadien a acheté deux nouveaux générateurs pour fournir de l'électricité à un nombre croissant de résidents et d'entreprises. Toutefois, la ville n'avait pas accès à l'équipement spécialisé nécessaire pour installer les générateurs en place et les mettre en service. Pendant plusieurs mois, les générateurs sont restés inutilisés sur un terrain vague.

Ayant été saisis de la situation, les représentants du Projet ont élaboré un plan pour déplacer, stabiliser et brancher les générateurs. Remorquant une grue de fort tonnage, une équipe du Projet s'est rendue à Moundou en août et a passé plusieurs jours à mettre les différents composants en place et à travailler en collaboration avec le directeur de l'électricité de Moundou pour assurer que les générateurs fonctionnaient (ci-dessous).



Grâce aux efforts de l'équipe du Projet et à une installation réussie des générateurs, la ville est maintenant en mesure de fournir une source de d'énergie régulière et fiable à la communauté locale.



Les améliorations du service d'électricité aideront la ville à combattre la pauvreté et à réaliser des progrès dans le domaine des communications et de la technologie.



« Abritant bon nombre de grandes entreprises et de banques, Moundou est le cœur économique du Tchad. L'électricité est un incontournable lorsqu'on vise un développement économique, non seulement pour la population, mais aussi pour toutes les entreprises qui sont implantées ici. Une alimentation constante en électricité a des répercussions sur nos quartiers, notamment un accès accru à l'eau propre et une baisse de la criminalité de rue, puisque l'éclairage des rues ne permet pas aux criminels d'opérer dans l'obscurité. La lutte contre la pauvreté, une vision que je partage avec le Président, passe par l'électrification qui amène avec elle l'accès à l'eau, aux communications et aux autres technologies. Tous ces éléments sont créateurs d'emplois, mais aussi de marchés et ont un effet combiné. C'est une époque historique pour Moundou, que nous considérons comme un centre de développement du pays. Le partenariat avec Esso est assurément un partenariat important que nous souhaitons non seulement maintenir, mais consolider dans l'avenir, car il ne peut que nous aider à nous développer. » – Djidda Moussa Outman, Gouverneur de Moundou

« Nous avons acheté ces générateurs plus tôt dans l'année, mais nous n'avions aucun moyen de les mettre en place quand ils ont été livrés. Nous avons donc fait une demande au Ministère du Pétrole et Esso a amené une grue de fort tonnage pour nous aider à les déplacer sur les plateformes. Les générateurs nouvellement mis en service me permettent de fournir de l'électricité fiable à la ville beaucoup plus facilement, et j'aimerais trouver un projet où nous pourrions, à l'avenir, travailler avec Esso.

Nous avons grandement apprécié son intervention efficace et rapide quand nous avons eu besoin d'aide. » – Abdelkerim Ahmat, Directeur de l'Électricité, Moundou



MARCHANDISES DE SURPLUS : LE PROJET SE PREPARE POUR UNE GRANDE CAMPAGNE DE DONS

Dans le cadre d'un engagement de longue date pris par le Projet pour soutenir les populations locales à l'intérieur et autour de la zone de développement des champs pétroliers, plus de 20 conteneurs de matériels de surplus ont été inventoriés, catalogués et préparés pour être distribués aux communautés locales. Les matériels dont une grande partie sera remise aux fournisseurs de soins, aux écoles, aux orphelinats et autres groupes d'entraide communautaire, seront remis suivant un plan qui donne la priorité aux communautés à l'intérieur de la zone de développement des champs pétroliers et qui assure que les marchandises sont distribuées avec efficacité. Les articles qui doivent être donnés sont, entre autres, des clôtures durables en plastique (en bas à gauche), des cadres de lit en métal (en haut), des tuyaux, des surplus de bois et des matelas (en bas à droite).



« Il est vraiment préférable de donner ces matériels plutôt que de les détruire ou d'essayer de les vendre. Bien des dons seront faits aux abords du Projet, car il est important de laisser quelque chose de durable aux communautés qui vivent sur la terre que le Projet occupe. Nous faisons appel à des ONG bien connues et respectées qui ont des liens étroits avec la communauté afin d'obtenir une plus grande transparence et imputabilité et de faire parvenir le matériel nécessaire à ceux qui en ont le plus besoin. Le travail est dur, mais j'ai de l'énergie, car j'ai le sentiment de travailler pour mon peuple. »

– Garba Bukardogo, Chef d'équipe de terrain, Gestion des déchets

Investissement communautaire

Pour assurer que la distribution de ces articles s'effectue d'une manière efficace, transparente et équitable, le Projet s'est associé avec l'Organisation internationale de perspective mondiale et Africare. Ces deux organisations connaissent intimement les besoins des communautés locales. Travaillant en collaboration, le Projet et les ONG ont élaboré une stratégie de distribution qui prend en compte les besoins particuliers des communautés et qui veille à ce que les matériels soient remis aux bénéficiaires qui sont le mieux à même de les utiliser. La priorité est donnée aux communautés à proximité de la zone de développement des champs pétroliers.



« Le Projet nous a choisi, parce qu'il voulait travailler avec une ONG internationale, crédible et bien structurées pour être sûr que sa campagne de dons serait bien gérée. Le Projet ayant une grande quantité de marchandises à donner a ciblé, pour sa distribution, différents secteurs communautaires. Nous mettrons à profit notre expérience approfondie de ces communautés pour que ces matériels soient distribués efficacement. Faire preuve de transparence est très important dans le cadre de

nos activités, et nous avons dressé des listes qui indiquent avec précision la façon dont les marchandises seront distribuées. Les donataires accuseront réception du matériel qu'ils reçoivent. Cette campagne est très importante pour nous. » – Robertine Denodji, Coordinatrice adjointe, Africare

« Nous sommes fins prêts à emporter ces matériels pour les distribuer. Nous avons été contactés par le Projet pour servir d'organisme de liaison entre EPCI et les donataires. Nous travaillons avec ces communautés au quotidien et nous avons une expérience approfondie dans l'identification de leurs besoins spécifiques. Nous sommes aussi une organisation bien connue et crédible et c'est pourquoi ESSO a fait appel à notre coopération. Ce sont des matériels utiles que les communautés vont apprécier et nous sommes très heureux à l'Organisation internationale de perspective mondiale qu'ESSO nous ait fait confiance pour faire partie de ce projet important. » – Boukinébé Victoire, Directrice du programme de développement du secteur de Doba, Organisation internationale de perspective mondiale (World Vision)



MARCHANDISES DE SURPLUS : EQUIPEMENT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL MIS A DISPOSITION POUR ETRE REUTILISE

Outre les marchandises destinées aux communautés locales, des douzaines de véhicules industriels et commerciaux seront mis à la disposition du Gouvernement du Tchad, des autres compagnies pétrolières, des entreprises et organisations locales ou seront exportés pour une liquidation appropriée. Ces articles incluent des équipements de travaux publics tels que des grues, des bulldozers, des autobus, des camions et autres véhicules utilitaires.



DON DES INSTALLATIONS DE CAMPEMENT ET D'UN PUITS D'EAU A MOUNDOULI

Dans le cadre de l'engagement pris par le Projet de restituer les terres qui ne sont pas actuellement occupées, des préparatifs sont en cours pour rendre le site du camp de Moundouli au village local. Le Projet projette aussi de faire don des installations de camping du site, constituées notamment d'un grand hall pouvant accueillir des événements et des réunions communautaires, de plusieurs douzaines de pièces d'habitation et d'un puits d'eau. Toutes ces installations ont été réaménagées pour offrir sécurité et confort.



LUTTE ANTIPALUDIQUE : DONNER AUX COMMUNAUTES LA CAPACITE DE LUTTER CONTRE LE PALUDISME

Financé par une subvention de 1,5 million de dollars de la Fondation ExxonMobil, le Projet de Contrôle Intégré du Paludisme (IMCP) représente un effort de trois ans de lutte antipaludique dans les communautés le long du corridor du pipeline au Cameroun. L'IMCP vise à sensibiliser les communautés locales aux risques et à la prévention du paludisme, à fournir les médicaments et les moustiquaires nécessaires, et à former des bénévoles sur place pour diagnostiquer et traiter les symptômes de la maladie. Les représentants du projet réalisent également une étude approfondie sur l'efficacité des différentes approches en matière d'éducation et de traitement.

Étapes importantes du projet :

- Distribution de 32 000 kits de traitement paludique aux communautés le long du tracé du pipeline. Les kits, qui sont fournis à longueur d'année suivant les besoins, servent à traiter efficacement les cas de paludisme simple.
- Distribution de 40 000 moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée. Ceci représente un taux de couverture important pour les 300 000 résidents vivant près de la zone du pipeline au Cameroun.
- Formation dispensée à 70 relais communautaires bénévoles pour diagnostiquer et traiter les cas de paludisme simple ainsi que pour sensibiliser leurs communautés aux risques et à la prévention du paludisme.
- L'IMCP est administré par l'Association Camerounaise pour le Marketing Social (ACMS) en partenariat avec le Ministère de la Santé publique camerounais, le Groupe Sanofi Aventis et plusieurs universités camerounaises. Le projet est structuré de façon à appuyer le programme de contrôle du paludisme actuel du Cameroun, et les activités sont coordonnées avec les administrateurs de la santé régionaux et locaux.
- L'approche à plusieurs niveaux en matière de recherche, d'éducation, de prévention et de traitement vise à donner la capacité aux communautés le long du tracé du pipeline de contrôler cette maladie mortelle, mais traitable. Les résultats de l'analyse du projet sur les approches les plus efficaces en matière de traitement et d'éducation seront présentés dans une étude à paraître. Pour de plus amples informations sur les efforts déployés par le Projet pour lutter contre le paludisme, voir le chapitre sur la Santé.

« Le paludisme tue inutilement beaucoup d'enfants et je trouve inacceptable qu'une maladie évitable et traitable tue encore des gens aujourd'hui. Nous ne pouvons pas combattre le paludisme tout seul. Pour être efficace, nous devons coopérer avec la population et le système de santé gouvernemental. Chaque intervenant doit, bien entendu, relever des défis particuliers, mais les moustiquaires, les médicaments et les moyens de transport que la Fondation ExxonMobil a donnés sont très appréciés, car ce sont exactement les outils dont nous avons besoin pour exécuter notre mission de lutte antipaludique. » – Daha Bouyoum Pascal, Coordinateur de projet de la Fondation ExxonMobil, ACMS



LE PROJET IMPCP MET A CONTRIBUTION DES RELAIS BENEVOLES LOCAUX POUR AIDER LEURS COMMUNAUTES

Les relais communautaires bénévoles, comme Nyar Namalui Célestin, (ci-dessous, écrivant dans son journal de patients) représentent une composante essentielle du succès du Projet de Contrôle Intégré du Paludisme (IMCP) dans les communautés le long du corridor du pipeline. Les relais bénévoles sont formés pour diagnostiquer la maladie et fournir un traitement de base du paludisme. C'est particulièrement important dans les communautés reculées qui ne disposent souvent d'aucun moyen pour transporter les patients dans des établissements médicaux durant la phase précoce et critique de la maladie.

Les relais bénévoles fournissent aussi une éducation sur place et aident à surveiller et à améliorer les efforts de prévention. Une fois formée, l'équipe IMCP fournit aux relais des kits de traitement paludique spécifique à l'âge (ci-dessous à droite). Ces traitements seront administrés aux patients qui n'ont pas les moyens de se déplacer pour consulter un médecin. Ces patients sont, en fait, ceux chez qui le risque de décès lié au paludisme est le plus élevé.

« *Ça fait du bien de savoir que j'aide à sauver des vies. Pas plus tard que ce matin, j'ai vu un enfant qui allait à l'école, alors que la semaine dernière encore, je lui administrais un traitement contre un paludisme simple. Si ce n'était des relais communautaires comme moi, les gens seraient obligés d'acheter des médicaments à des vendeurs dans la rue, à un prix exorbitant et d'une qualité douteuse. La communauté apprécie que quelqu'un fasse ce travail ici. Le chef est même en train d'organiser une réunion communautaire pour annoncer à tout le monde que cette ressource existe maintenant ici. Je vais donc profiter de l'occasion pour sensibiliser la communauté à la prévention.* » – **Nyar Namalui Célestin, Relais communautaire** (ci-dessous à gauche)



« *Nous avons ici tellement de personnes atteintes de paludisme qui ne peuvent pas se faire soigner dans des dispensaires. Ces efforts de la part de la Fondation ExxonMobil et de l'ACMS renforcent la capacité des communautés de traiter le paludisme simple. Ce travail sauve des vies. Nyar est une personne qui se soucie de la communauté, en choisissant de travailler sans être rémunéré. C'est un bon modèle à adopter même dans le cas du gouvernement, car énormément de communautés qui ne sont pas localisées le long du pipeline pourraient en bénéficier.* » – **Ngann Gabriel, Point focal gouvernemental pour le paludisme, district sanitaire de Lolodorf** (à gauche)

REOUVERTURE D'UN PENSIONNAT POUR LES PYGMES BAKOLA/BAGYELI

En 2006, le pensionnat de Ngoyang a dû fermer ses portes suite à des actes de vandalisme provoqués par des dissensions culturelles entre les peuples Bantou et Bakola/Bagyeli. Or, l'école a rouvert l'an dernier grâce aux efforts conjoints de la Fondation pour l'Environnement et le Développement au Cameroun (FEDEC), de COTCO et de l'ONG, RAPID. Travaillant de concert, ces organisations ont réaménagé les parties endommagées du pensionnat. Le financement a été fourni par le programme pour les peuples indigènes de FEDEC, qui a été établi pour apporter un soutien aux peuples Bakola/Bagyeli vivant dans la zone forestière entre Kribi et Lolodorf.



À cause de l'éloignement et du mode de vie migratoire de ces tribus, assurer que leurs enfants bénéficient d'une éducation cohérente s'avère un défi constant. Le programme pour les peuples indigènes organise des ateliers dans les villages pour aider les parents à comprendre les avantages d'instruire leurs enfants. Pour un grand nombre de ces familles, le pensionnat de Ngoyang joue un rôle important en résolvant le problème, car il offre un service d'internat. De nombreux parents envoient leurs enfants à l'école parce qu'ils savent que ceux-ci seront logés et nourris. Aujourd'hui, la moitié des 167 écoliers qui fréquentent l'école sont des pygmés Bakola/Bagyeli.



« L'école est importante pour que mes enfants puissent trouver de bons emplois et contribuer à la société. C'est un environnement où ils peuvent apprendre, car ils sont en sécurité et bénéficient d'un certain confort. Il y a encore beaucoup de personnes dans notre communauté qui ne comprennent pas l'importance de l'école et qui n'ont aucune autorité sur leurs enfants. Je ne peux pas dire aux autres parents ce qu'il faut faire ni forcer leurs enfants à aller à l'école, mais peut-être que mon exemple et celui de mes enfants leur ouvrira les yeux avec le temps. » –

Nbonzouer Jacques, Pygmé de Ngoyang a trois enfants au pensionnat de Ngoyang.



« Je passe beaucoup de temps avec les enfants que je considère presque comme s'ils étaient les miens. L'école est difficile pour les enfants au début, car ils se retrouvent dans un nouvel environnement, mais après environ un an, leur véritable intelligence transparaît. L'objectif de l'école était de sortir les enfants de la brousse et les amener à l'école. Sachant qu'ici leurs enfants auraient quelque chose à manger, les dortoirs ont été un élément décisif pour obtenir l'appui des parents. Honnêtement, je suis triste lorsque les vacances scolaires arrivent, mais les enfants promettent de revenir à l'école pour la prochaine session. » – **Obama Christian** (ci-dessus et à droite), Chef de dortoir et professeur



« C'est ma première année à l'école. J'aime cette école parce que j'y apprends à lire et à parler. J'aime aussi les lits et la nourriture ici. » – **Aya Jeanne**, élève, 8 ans



Un grand nombre d'éminents dirigeants des communautés et représentants du gouvernement ont assisté en novembre dernier à la cérémonie de réouverture du pensionnat, accompagnée d'une représentation par les enfants. Avec des représentants bantous et siégeant au comité de gestion, l'objectif est que l'école fasse la démonstration que ces tribus peuvent cohabiter malgré d'anciennes différences culturelles.

Dans le cadre d'un effort de réaménagement, COTCO a fourni au pensionnat des lits, des matelas, du linge, des chaises et des tables. Les dortoirs, la cuisine et les salles de bain ont également été rénovés. Le pensionnat prend actuellement des mesures vers une autosuffisance à long terme en mettant en œuvre un programme pour développer la production de volailles et de poissons et pour continuer à cultiver les nombreux palmiers, manguiers et bananiers de la propriété. L'espoir est que, sur le long terme, les peuples Bakola/Bagyeli seront en mesure de maintenir un pensionnat ici sans l'aide de RAPID et de FEDEC.



« Une très bonne collaboration existe ici entre COTCO, FEDEC et RAPID – qui sert au mieux les intérêts des enfants – et nous espérons que cette collaboration se poursuivra à l'avenir. Les besoins sont énormes en termes de santé, d'éducation et d'approvisionnement alimentaire. Maintenant que l'idée d'envoyer les enfants à l'école a été présentée à la communauté, notre plus grand défi est la viabilité. Le soutien de COTCO et de FEDEC a été utile, et nous espérons trouver d'autres partenaires qui peuvent nous aider à développer cette œuvre importante. »- **Celestine Mbarga, Directeur de RAPID**

CONTEXTE : LE PROJET APPORTE SON APPUI A FEDEC

La Fondation pour l'Environnement et le Développement au Cameroun, appelée également FEDEC, a été créée en 2000 avec un octroi de 3,5 millions de dollars de fonds du Projet. Depuis sa création, FEDEC soutient financièrement la création et la protection continue de deux parcs nationaux, et un programme pour les peuples indigènes conçu au profit des peuples Bakola/Bagyeli. FEDEC appuie ces efforts en attribuant des contrats de subvention aux ONG dont les activités sont déjà centrées sur ces missions, à savoir :

- La Société pour la Conservation de la Faune (WCS) qui veille à la biodiversité du parc national de Mbam Djerem, une zone forestière intérieure du Cameroun.
- Le Fonds Mondial pour la Nature (WWF) qui veille à la biodiversité du parc national de Campo-Ma'an sur la côte du Cameroun, le long de la frontière avec la Guinée équatoriale.
- RAPID, qui a pour vocation d'améliorer la vie des peuples Bagyeli/Bakola qui vivent dans une zone forestière entre Kribi et Lolodorf au Cameroun.

Le financement initial du Projet, avec les contributions d'autres parties et organisations devaient soutenir les travaux de FEDEC pendant au moins 30 ans. Toutefois, les contributions additionnelles ont été plus difficiles à obtenir que prévu initialement et la crise économique mondiale et le taux de change du dollar américain ont considérablement réduit les gains escomptés sur le fonds de lancement initial. Toutes ces circonstances prises ensembles ont compromis la viabilité à long terme de FEDEC.

En réponse à ces difficultés financières, le Projet s'est engagé à hauteur de 1,5 million de dollars additionnels pour maintenir les activités de FEDEC jusqu'en 2014, portant le total du soutien du Projet à FEDEC à 5 millions de dollars. Le nouvel accord comporte certaines exigences relatives à l'atteinte d'objectifs organisationnels. En collaboration avec la Société financière internationale (IFC), le Projet contribue au financement d'une étude sur la viabilité à long terme de FEDEC.



UNE NOUVELLE CONSTRUCTION DANS UNE ECOLE FONDEE PAR UN EMPLOYE PERMET DE REPONDRE A UNE DEMANDE CROISSANTE

Les demandes d'inscription à l'École du Sentier de la Réussite, une école privée construite par un employé du Projet, sont tellement nombreuses qu'on est en train de construire une autre aile et d'acheter un nouveau terrain pour élargir le campus. Cet agrandissement est financé par des dons personnels d'Assina Oumdaguet (ci-dessous), un surveillant d'équipe de l'installation des champs pétroliers de Komé et d'autres collègues du Projet. De modiques frais de scolarité aident, en outre, à couvrir les coûts permanents et à faire en sorte que l'école reste abordable.



En moyenne, les diplômés de l'École du Sentier de la Réussite obtiennent de meilleurs résultats que les diplômés des écoles publiques. En 2011, tous les étudiants de dixième année ont réussi l'examen standard national comparativement à la moyenne nationale du taux de réussite de 50 %. L'école d'Oumdaguet est un exemple de la façon dont les employés du Projet s'emploient individuellement et en collaboration avec leurs collègues à faire une différence dans leurs communautés.



« Nous suivons, en fait, un programme d'enseignement semblable à celui qui a été conçu par le gouvernement tchadien. Toutefois, nos effectifs de classe sont réduits ce qui permet aux élèves de mieux maîtriser les matières et d'avoir plus d'interactions avec les professeurs. Nous interagissons aussi régulièrement avec les parents et nous collaborons avec eux pour améliorer la performance de leurs enfants ; nous les conseillons, en outre, sur la façon d'appuyer l'éducation de leurs enfants à la maison. Je suis très heureux de notre expansion, et je crois que des écoles privées abordables comme celle-ci constituent un modèle solide pour le Tchad. » – Madjitoloum Ashoal Sylvestre, Directeur technique de l'école secondaire, L'École du Sentier de la Réussite

CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE ECOLE PRIMAIRE APRES DES INONDATIONS DEVASTATRICES

L'an dernier, une inondation catastrophique a emporté des centaines de maisons à Walia, un des quartiers les plus pauvres de N'Djamena. Un employé du Projet, Emmanuel Boguel, a fait don d'une partie de son salaire et a rassemblé des ressources additionnelles afin de construire une nouvelle école primaire dans la communauté dévastée. Ce n'était pas la première fois que Boguel venait en aide à Walia. Il y presque dix ans, il a fondé une école secondaire située à côté de la nouvelle école primaire.

Le besoin d'une nouvelle école primaire était si grand qu'elle est déjà pleine, avec 350 élèves inscrits pour sa première année scolaire. L'école secondaire que Boguel a ouvert en 2003 n'avait que 15 étudiants, aujourd'hui elle en compte plus de 500 aujourd'hui. Les installations de cette école moderne comprennent des salles de classe, un laboratoire de biologie et un laboratoire d'informatique.



Les écoles privées primaire et secondaire sont financées par les frais de scolarité, une partie du salaire de Boguel qu'il continue à verser à l'école et les dons additionnels provenant d'autres employés du Projet. Boguel continue à chercher des moyens d'améliorer les installations de l'école et projette de rénover la bibliothèque de l'école dans un avenir rapproché. Ci-dessus, Boguel est photographié devant une camionnette qu'il a donné à l'école après l'avoir gagné dans un tirage au sort de la compagnie.

« Cette école n'est ici que parce que quelqu'un s'est soucié de la communauté et des jeunes tchadiens. Les parents sont très heureux, car maintenant leurs enfants ne doivent plus parcourir de longues distances pour aller à l'école. Et comme l'école est abordable, toute personne qui le désire, peut y envoyer ses enfants. Nous espérons continuer à nous agrandir pour servir davantage les tchadiens et, en définitive, nous développer en une nouvelle université. Ce serait bien s'il y avait davantage d'écoles comme celle-ci au Tchad, car il y a beaucoup d'enfants dans le besoin. »— Soulgen Salomon, Directeur, Le Lycée Le Patriote



Revenus du brut tchadien

Les investissements du Projet pour maintenir la production du pétrole brut, associés à des cours du prix du pétrole du bassin de Doba historiquement élevés au cours des dernières années, ont permis de générer plus de 8,4 milliards de dollars de revenus pour le Tchad depuis que le pétrole a commencé à couler en 2003. Les investissements supplémentaires pour maintenir la production ont permis de produire sensiblement plus de pétrole qu'il n'aurait pas été possible autrement avec un impact positif important sur les revenus du Tchad. Sans ces investissements, la production journalière n'aurait pas atteint le quart de la production actuelle. Pour de plus amples informations sur les investissements du Projet pour le soutien de la production, voir le chapitre *Production et Construction*.

INVESTISSEMENTS DES REVENUS PETROLIERS TCHADIENS : OUVERTURE D'UNE NOUVELLE UNIVERSITE A N'DJAMENA

Dans le cadre de l'engagement continu du Tchad d'investir les revenus pétroliers dans son avenir, le pays se prépare à ouvrir une nouvelle université ultramoderne. L'université de Toukoura, située juste à la périphérie de N'Djamena, accueillera 2 000 étudiants dont 600 pensionnaires. Le nouvel établissement du système d'éducation supérieure du pays allègera la pression pesant sur l'université de N'Djamena, qui fonctionnait à plein régime.



La principale construction de l'université de Toukoura a été achevée en décembre 2011, soit neuf mois en avance sur les délais prévus. Les derniers préparatifs ont maintenant lieu pour accueillir les étudiants à l'automne de 2012. Outre la construction et l'exploitation, les revenus pétroliers serviront également à financer les frais de scolarité pour que les coûts assumés par les étudiants restent abordables.

L'université de Toukoura a été construite conformément aux normes internationales par une équipe de construction de 650 personnes, dont 95 % étaient Tchadiennes. Le campus de 759 hectares comporte près de 500 000 pieds carrés de salles de cours, des salles de conférence, des bureaux, des dortoirs et des laboratoires d'informatique et de sciences.



Les membres du *Collège de Contrôle et de Surveillance des Ressources Pétrolières*, un comité de surveillance du gouvernement tchadien chargé de superviser l'affectation des revenus pétroliers, ont soigneusement contrôlé la conception et les activités de construction de la nouvelle université.



« Voici un exemple des nombreux projets d'infrastructure réalisés au Tchad qui reflètent notre stratégie d'investissement dans l'avenir de ce pays. Il est impératif pour moi et le reste des membres du Collège d'investir sagement et efficacement les revenus de notre précieuse ressource. Il est également important d'avoir une obligation de transparence et de rendre des comptes au public – en démontrant à la population que les dépenses engagées pour un projet correspondent aux sommes budgétisées. Je suis très fière d'être un membre du Collège, qui montre bien le caractère du Tchad. Nous sentons que nous avons tous l'obligation de montrer ce que le Tchad peut devenir. En raison du rôle public de l'organisation, nous devons être diligents, minutieux et précis dans tout ce que nous faisons. » – Madame Moctar Saadatou Abdou, Collège de Contrôle et de Surveillance des Ressources Pétrolières



INVESTISSEMENTS DES REVENUS PETROLIERS TCHADIENS : OUVERTURE D'UN HOPITAL ULTRAMODERNE A N'DJAMENA

L'hôpital de la mère et de l'enfant de N'Djamena nouvellement achevé est maintenant ouvert au public. L'hôpital de 250 lits, offrant des soins et des ressources médicales de premier ordre, assurera tous les services de maternité et de pédiatrie précédemment fournis par l'hôpital général de N'Djamena.



Financée principalement par les revenus pétroliers tchadiens, la construction du complexe hospitalier de la Mère et de l'Enfant a coûté 19 milliards de FCFA. L'établissement s'est doté de technologies médicales avancées, à savoir : des appareils à rayons x, des scanners à ultrasons et le seul CT Scan du pays accessible au public. Les revenus pétroliers serviront aussi à financer le budget annuel de fonctionnement comprenant, entre autres, la modernisation des équipements, la formation, l'amélioration des infrastructures et les salaires d'environ 292 personnels médicaux et administratifs.

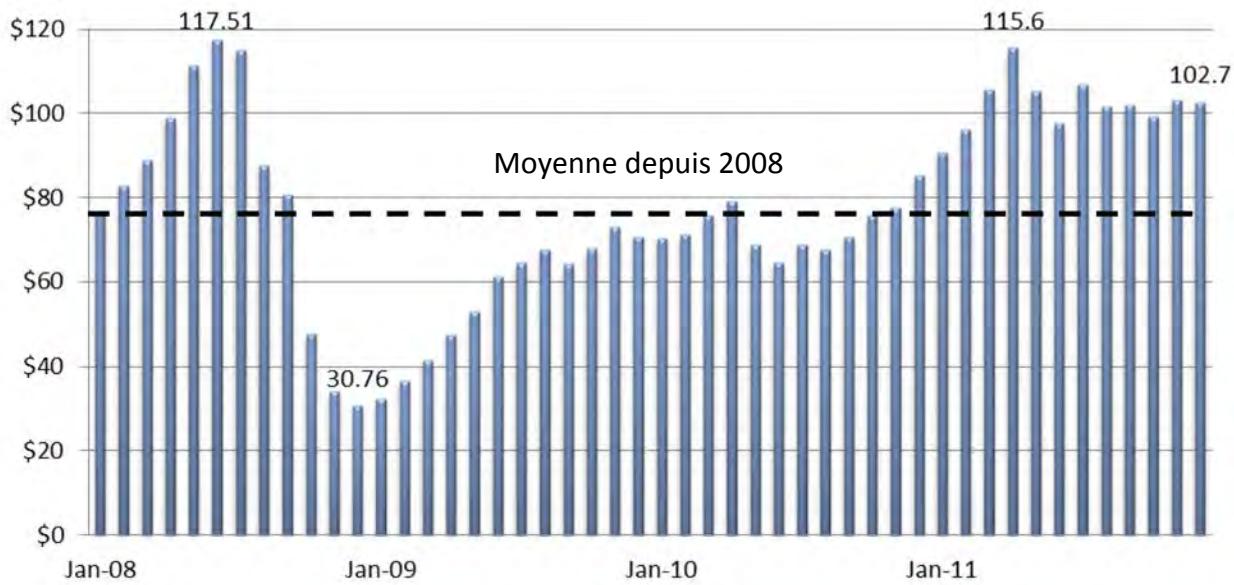
Revenus du brut tchadien

Revenus pétroliers du Tchad à mi 2011 (millions de dollars U.S.¹)

	1 ^{er} T 2011	2 ^e T 2011	3 ^e T 2011	4 ^e T 2011	Total 2011	Total à ce jour
Redevances sur les ventes de brut ²	86	123	155	115	479	2 555
Dividendes de la participation dans le pipeline	0	0	6	0	6	69
Impôt sur les bénéfices des sociétés ³	377	466	377	322	1 542	5 336
Charges, permis, droits, etc. ⁴	17	29	10	16	72	440
Total du Projet	480	618	548	453	2 099	8 400

1. Arrondi au nombre entier le plus proche. 2. Paiements de redevances en espèces versés par tous les membres du Consortium. 3. Montants de l'impôt sur les bénéfices des sociétés qui incluent les paiements effectués par le Consortium et TOTCO. 4. Les montants totaux versés à ce jour par le Projet ont été ajustés pour exclure les montants précédemment inclus correspondants aux services fournis par des entités Gouvernementales, telles que les sociétés de fourniture d'électricité et d'eau, les hôpitaux et les services de télécommunication.

Prix sur le marché du brut du bassin de Doba (par mois en dollars U.S.)



Les prix du pétrole sur le marché mondial, au cours des dernières années, ont été bien plus élevés que prévus au tout début du Projet, augmentant ainsi considérablement les revenus du Tchad. Malgré la volatilité des prix, le prix du baril depuis 2008 a été en moyenne de 78,20 dollars, près de deux fois le prix qu'il atteignait quand les exportations de pétrole ont commencé en 2004.

CONTEXTE: SOURCES DE REVENUS DU TCHAD

Les revenus du Projet pétrolier tchadien proviennent de quatre sources principales :

1. ***Redevances sur les ventes du pétrole:*** Le Tchad reçoit une redevance immédiate, payée par les membres du Consortium sur les ventes de pétrole après avoir déduit le coût de transport par pipeline d'exportation pour le livrer sur les marchés internationaux:
 - La redevance sur le pétrole des trois champs pétroliers initiaux couverts par la Convention de 1998 est de 12,5 %. Cette convention régit aussi les champs satellites de Moundouli et de Nya.
 - La redevance sur le pétrole de Maikeri et de Timbré, des champs pétroliers couverts par la Convention de 2004, est de 14,25 %.
2. ***Impôt sur le bénéfice des sociétés:*** L'impôt sur les bénéfices des sociétés qui a commencé à être payé en 2006 a été une source majeure de revenus pour le Tchad. Cette nouvelle source de revenus a vu le jour plusieurs années avant la date prévue, ce qui constitue un avantage considérable pour un pays pauvre. Ces paiements effectués plus tôt que prévu sont dus à deux facteurs :
 - L'augmentation significative des cours mondiaux du prix du pétrole ont augmenté les revenus totaux du Projet et les ont portés à des niveaux bien plus élevés qu'initialement estimés lors de la phase de planification du Projet.
 - Ces revenus plus élevés que prévus ont été supérieurs aux charges d'exploitation et aux amortissements des trois champs initiaux, causant ainsi le déclenchement de l'impôt sur les bénéfices des sociétés de 60 % pour les membres du Consortium conformément aux dispositions de la Convention de 1988 (et l'impôt société à 55 % pour Maikeri et Timbré et 50% pour Nya et Moundouli).
3. ***Revenus liés au pipeline :*** Le Tchad possède des pourcentages de participation dans les deux sociétés de pipeline TOTCO et COTCO et reçoit donc sa part des bénéfices provenant des frais que ces deux sociétés facturent pour le transport du brut tchadien de Doba sur les marchés.
4. ***Permis, droits, impôts :*** Différentes autres sources de revenus s'ajoutent aussi aux revenus du Tchad, à savoir : les permis, droits et impôt payés par les employés, permis de travail et autres frais.

CONTEXTE: LES REVENUS FUTURS DU TCHAD POURRAIENT VARIER DE MANIERE SIGNIFICATIVE

Tel qu'indiqué plus tôt dans ce chapitre, les prix élevés du pétrole sur les marchés internationaux au cours des dernières années ont généré d'importants avantages pour le Tchad. Il est, toutefois, impossible de prédire avec certitude la volatilité future des marchés ou si les prix vont augmenter ou diminuer. Outre les prix sur les marchés internationaux, au moins deux autres facteurs auront une influence éventuelle sur les revenus du Tchad :

- Le calcul de l'impôt sur les bénéfices des sociétés dépend aussi de l'amortissement des dépenses d'investissement pour les nouvelles installations ou pour les travaux d'améliorations, tel que prévu dans les conventions pétrolières.
- En dépit des investissements du Projet pour maintenir la production, l'extraction du brut des champs pétroliers du Tchad a été un défi. Comme dans les autres champs pétroliers à travers le monde, la production va éventuellement décliner lorsque les champs pétroliers vont arriver à maturité.

Pour plus de détails sur les investissements engagés par le Projet pour maintenir les niveaux de production des champs pétroliers, voir le chapitre sur la *Production et construction*. Pour des explications détaillées des problèmes techniques qui entravent l'extraction du pétrole tchadien et les mesures prises par le Projet pour y remédier, voir la section sur la Géologie complexe du Tchad dans le *Rapport de mise à jour du Projet n° 24*.

CONTEXTE: LE ROLE DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE AU TCHAD

En septembre 2008, le gouvernement du Tchad a remboursé les emprunts à deux des cinq institutions du groupe de la Banque mondiale, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (IBIRD) et l'Association Internationale de Développement (IDA). En conséquence, la IBIRD et l'IDA se sont retirées du projet du pipeline d'exportation. Les prêts de la IBIRD et de l'IDA ont en partie financé la prise de participation du Tchad dans les deux sociétés d'exploitation de pipeline.

Le Groupe de la Banque mondiale reste impliquée par l'entremise de sa filiale, la Société financière internationale (SFI). La SFI a facilité le financement commercial de centaines de millions de dollars pour le Projet et a directement prêté des dizaines de millions de dollars aux deux sociétés de pipeline.

- Les contrats de ces prêts exigent un respect continu du Plan de Gestion de l'Environnement du Projet, de même qu'un suivi de sa performance.
- Le personnel de la SFI spécialisé en Environnement, poursuit ses travaux, incluant des voyages au Tchad dans le cadre d'une collaboration continue avec le personnel du Projet sur le plan d'action de gestion de l'occupation des terres.
- L'organisme indépendant de vérification de la SFI, le Groupe Indépendant pour le Suivi de la Conformité aux Spécifications du PGE (ECMG), poursuit ses travaux.

Le Plan de gestion des revenus du Tchad reste en place même si la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (IBIRD) et l'Association Internationale de Développement (IDA) ne sont plus impliquées dans le projet.

- Un prêt de la Banque européenne d'investissement consenti au Tchad comporte les mêmes exigences liées au Plan de gestion des revenus. Ce prêt est toujours en vigueur.
- La loi tchadienne mettant en œuvre le Plan de gestion des revenus est toujours en vigueur.

REVENUS DU PIPELINE DU CAMEROUN

Le Cameroun obtient ses revenus du Projet essentiellement grâce aux frais de transit du système de pipeline d'exportation qui reçoit le pétrole du Tchad au niveau du fleuve Mbéré où la portion tchadienne du pipeline prend fin. La portion camerounaise du système de pipeline d'exportation transporte alors le pétrole du Tchad au terminal maritime situé au large de la ville côtière de Kribi. Bien que le Cameroun n'ait aucune participation dans le pétrole du Tchad, il détient, en revanche, une participation dans le système de pipeline. (Aucun des puits pétroliers au large du Cameroun ne contribue au pétrole du pipeline d'exportation). Les revenus du Cameroun proviennent de plusieurs sources.

1. **Frais de transit** : Au premier stade de négociations, le Cameroun a négocié un taux fixe de frais de transit par baril pour avoir une source de revenu sûre plutôt que d'être à la merci des prix parfois volatiles du pétrole. Les frais de transit appartiennent à 100 % au Cameroun et ne sont pas partagés avec les autres partenaires du pipeline.
2. **Impôt sur les bénéfices des sociétés** : Comme toute autre société au Cameroun, la société de pipeline COTCO paie des impôts sur le revenu au gouvernement du Cameroun.
3. **Droits de douane et autres taxes** : Toutes les fois où le Projet importe des marchandises, il doit payer des droits de douane en plus des diverses autres taxes et frais de permis.
4. **Revenus relatifs à la participation dans les pipelines** : En tant que copropriétaire du système de pipeline d'exportation, le Cameroun reçoit une part proportionnelle des profits de la société de pipeline.

Revenus pétroliers du Cameroun pour 2011 (millions de dollars U.S.¹)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total à ce jour
Frais de transit	24	27	23	22	20	18	18	17	171
Impôt sur les revenus	0	2	4	2	2	3	10	9	32
Droits de douanes et autres taxes	0	0	0	0	1	10	6	7	25
Dividendes de la participation dans le pipeline	16	15	14	14	13	7	10	9	99
Total du Projet	40	44	41	38	36	38	44	42	326

1. Arrondi au nombre entier le plus proche